ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

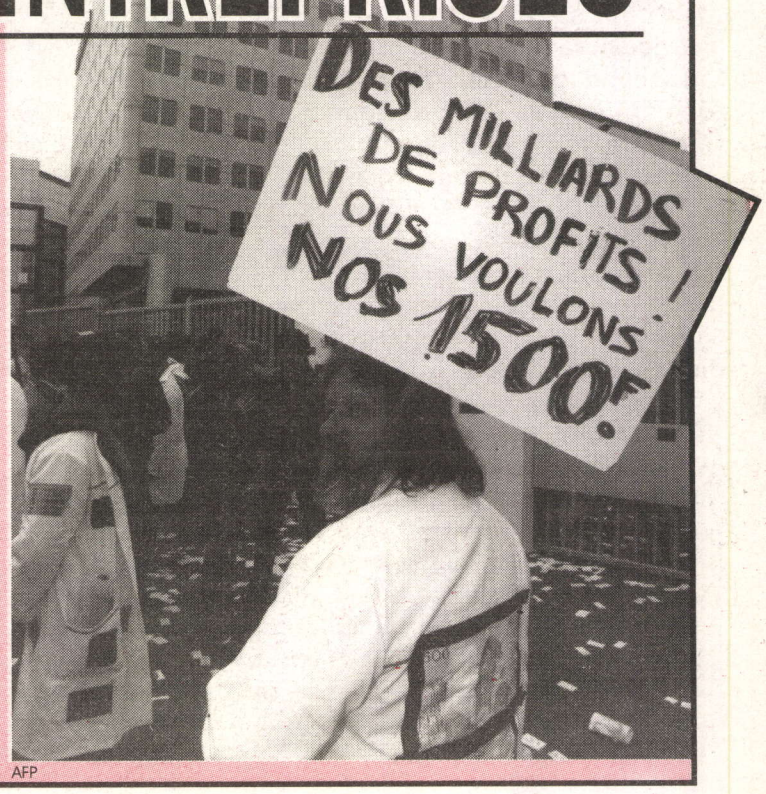
Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1397 - 14 avril 1995 - prix : 9 F

L'URGENCE POUR LES TRAVAILLEURS C'EST :

- 1500 F DE PLUS POUR TOUS,
- RÉQUISITION DES ENTREPRISES QUI FONT DES BÉNÉFICES ET QUI LICENCIENT !

LES GRÈVES DANS LES ENTREPRISES

Michelin, Renault, Postes, Sécurité sociale, Snecma, Air Inter et ADP, Belin...



AFP

M 6189 - 1397 - 9,00 F

(voir pages 7 à 13)

SOMMAIRE

3 – **L'éditorial d'Arlette Laguiller**
– Dans 7 semaines la fête de Lutte Ouvrière
4 – Éditorial des bulletins d'entreprise
– Les activités de Lutte Ouvrière

Présidentielle

5 – **Les meetings avec Arlette Laguiller**
6 – A travers la campagne de Balladur, Chirac et Jospin

Travailleurs en lutte

7 – **Les grèves actuelles**
8 – Chez Renault
9 – Chez Michelin Clermont-Ferrand
– A la Sécurité Sociale, Aéroport de Paris, à la SNECMA Gennevilliers
– A La Poste à Bobigny
10 – A la CPAM et à la CRAM Rouen
– A la Poste dans le Loiret
– A Air Inter Orly
11 – A la RATP
– A Massey Fergusson
– A Alba et Iton Seine dans les Yvelines
12 – A Michelin Cholet
– A R-P Rorer Propharm dans le Rhône
13 – A la Biscuiterie Belin à Evry
– A Carnaud Laon

Leur société

14 – Hausse du nombre des RMistes
– Les manifestations contre l'exclusion
– Économies sur la santé des handicapés

Lire

15 – Crédit Lyonnais, le casse du siècle
– Crazy Lyonnais, les infortunes d'une banque publique

Dans le monde

16 – Turquie : invasion de l'armée au nord de l'Irak
– Iran : émeutes contre la vie chère
– Haïti : les flics de Pasqua forment la nouvelle police

Présidentielle

L'INUTILE VOTE JOSPIN

Comme il fallait s'y attendre, Jospin a ressorti l'argument du "vote utile" du magasin des accessoires. Le 5 avril à Grenoble, il a appelé son auditoire à *"échapper à un tête-à-tête entre deux candidats de droite"* pour le second tour, ajoutant : *"Ne laissons pas s'égarer sur des forces qui ne pourront pas offrir une perspective de victoire ce que nous pouvons rassembler sur le mouvement, la force, la candidature qui ouvrira enfin le vrai débat de société, le débat du second tour pour gagner ensuite le 7 mai".*

Quelques jours plus tard, Mauroy venait à la rescousse, rappelant avec un trémolo d'émotion dans la voix comment, en 1981, les 25% des voix obtenus par Mitterrand au premier tour lui ouvrirent la voie du second tour et de la victoire.

Passons sur la crédibilité de tels arguments et sur l'invraisemblance qu'il y a à prétendre que Jospin pourrait rééditer aujourd'hui l'opération qui a si bien réussi à Mitterrand en 1981, comme si quinze ans de présidence "socialiste" n'avaient laissé aucune trace dans la vie politique!

Car le problème n'est pas là. Le vrai problème est de savoir ce que les électeurs de gauche, en particulier les travailleurs, pourraient bien avoir à gagner à porter leurs voix sur Jospin. Pour *"échapper à un tête-à-tête entre deux candidats de droite"* ? Sans doute un tête-à-tête Chirac-Balladur ne laisserait-t-il aucun choix aux électeurs de gauche, si ce n'est celui entre les deux bouts d'un même bâton. Mais quel choix leur laisserait un tête-à-tête Jospin-Balladur ou Jospin-Chirac, si ce n'est de choisir entre ceux qui, pendant quinze ans, ont tenu le bâton contre les travailleurs au profit des classes possédantes avec les résultats qu'on sait et ceux qui aspirent à le leur prendre des mains pour remplir les mêmes fonctions ?

Car, quoi qu'en dise Jospin, quoi qu'il arrive, il n'y aura pas de "vrai débat de société" au second tour. Il n'y aura que la rivalité de deux candidats qui, quels qu'ils soient, partageront le même respect fondamental pour les intérêts des riches et la même volonté de prendre aux couches laborieuses de quoi garantir les profits capitalistes, quelles qu'en soient les conséquences.

Non, la seule chance pour les travailleurs de voter "utile", c'est au premier tour qu'ils l'ont, tant qu'ils ont encore un choix réel. Non pas parce que leur vote peut changer quelque chose – ce qu'un vote ne peut pas faire – mais parce qu'il peut au moins leur servir à exprimer quelque chose, leur opinion, leur refus de se laisser aller à la résignation et leur volonté d'en finir avec la catastrophe sociale que leur ont imposée les classes possédantes et leurs auxiliaires politiciens.

Un million de voix de plus pour Jospin ne serviront tout au plus qu'à justifier a posteriori la politique des gouvernements socialistes passés et leur servilité vis-à-vis de la bourgeoisie. Ce ne sera pas un vote utile, mais un vote gaspillé.

Alors qu'un million de voix de plus pour notre camarade Arlette Laguiller, ce serait renforcer le camp de ceux qui disent que c'est au tour des riches de se sacrifier – un peu – pour faire face à la catastrophe sociale qui pèse aujourd'hui sur toute la société. Ce serait un vote vraiment utile parce qu'il constituerait un avertissement à la bourgeoisie et à ses exécutants, un avertissement sans frais pour l'instant mais l'avertissement quand même qu'une fraction au moins de la classe ouvrière ne se résoud pas à la dégradation sociale qu'on lui impose. Et c'est justement cela, la crainte d'une riposte ouvrière, qui peut freiner l'avidité des classes possédantes – en attendant que les luttes des travailleurs le fassent, bien plus efficacement encore.

François ROULEAU

Hue et le second tour

UN SILENCE QUI EN DIT LONG

Lundi soir 10 avril, alors qu'il était l'invité de France 2 et qu'on l'interrogeait sur sa position si Jospin se retrouvait face à Chirac ou Balladur au second tour, Robert Hue déclarait que *"le soir du 23 avril, toutes les fédérations du PCF se réuniront et décideront de l'attitude à prendre".*

C'est au moins une façon d'avouer que, pour l'instant, le PCF et son candidat ne s'interdisent pas d'appeler à voter pour le candidat du Parti Socialiste au second tour, si du moins celui-ci y est présent. Et on sait bien qu'en fait il le fera.

Malgré toutes les critiques que Robert Hue adresse aujourd'hui à Lionel Jospin, le candidat du PCF évite soigneusement de répondre franchement à ceux qui l'interrogent quant à la position qu'il prendra au second tour dans le cas où Jospin resterait en lice. Certes, s'il n'y a qu'un face à face Chirac-Balladur, le PCF pourra facilement s'abstenir de choisir entre "blanc bonnet et bonnet blanc". En revanche, pour le candidat d'un parti qui, malgré l'expérience Mitterrand, continue de cultiver parmi ses militants, ses sympathisants et ses électeurs, les illusions sur le fait que la gauche actuelle pourrait mener au gouvernement une politique différente de la droite, il est toujours difficile de justifier sa position au second tour à l'égard d'un Parti Socialiste qui est son concurrent mais qui est présenté aussi comme un allié indispensable. Le PCF doit rester prêt à toutes les alliances avec le PS, et c'est la source des ambiguïtés de Hue.

Le PS et sa politique sont trop impopulaires parmi bon nombre d'électeurs du PCF pour que l'annonce qu'il fera voter Jospin au second tour ne risque pas d'en faire renoncer certains à voter au premier tour pour Robert Hue. En ne disant rien, en se dérobant lorsqu'on le presse, il laisse dans le doute ceux qui suivent le PCF et lui font confiance, un doute qu'ils peuvent interpréter dans le sens qu'ils souhaitent.

Pourtant, même les silences de Robert Hue sont éloquents. Sans revenir sur un passé récent qui vit le PCF rejoindre les socialistes au gouvernement en 1981 et mener pendant plus de trois ans une politique anti-ouvrière à leurs côtés, Robert Hue reprend les vieilles formules et poursuit la même politique. Il a beau se présenter comme l'homme nouveau d'un parti qui a changé, en fait il n'a toujours à offrir à ceux qui lui font confiance que *"l'espoir d'une nouvelle perspective de gauche"*, une "gauche" dans laquelle le PCF inclut le Parti Socialiste et Jospin. Comme si Jospin pouvait représenter une perspective de changement pour la population laborieuse et les millions de chômeurs, et comme si on n'avait pas déjà vu les socialistes (et au premier rang Mitterrand) au gouvernement, avec toutes les voix et la majorité qui leur étaient nécessaires pour mener librement une autre politique que celle qu'ils ont menée au service des capitalistes ! Lorsque Robert Hue explique aujourd'hui que *"la gauche peut être présente"* au second tour et que ce serait important tout en sachant pertinemment qu'il ne peut s'agir de lui, c'est bien à Jospin qu'il pense, à un Jospin qui reçoit ainsi, dès maintenant, de la part du candidat du PCF, un certificat d'homme de "gauche", donc d'homme pour lequel il n'y aurait rien de choquant à voter au second tour, si le cas se posait.

En refusant de se prononcer dès aujourd'hui, de dire clairement que Lionel Jospin n'est pas et ne sera en aucun cas un candidat pour les travailleurs, Robert Hue n'exclut pas de le soutenir au second tour. Et cela sans que Jospin se soit engagé en quoi que ce soit sur les mesures que Robert Hue explique, à juste titre, comme étant fondamentales pour les travailleurs (sans parler du vote de Jospin en faveur du traité de Maastricht, tant décrié par le PCF !). Les discours contre *"l'argent-roi"*, *"l'application des 35 heures sans diminution de salaire"*, les *"1 000 francs d'augmentation pour tous les salaires inférieurs à 15 000 francs"*, etc., seront alors remisés au profit de la "démarche unitaire" vis-à-vis du PS, politique que le PCF et Robert Hue n'ont jamais cessé de défendre.

Autant dire que le vote pour Robert Hue a toutes les chances de n'être alors qu'un "vote utile"... à Jospin !

Lucienne PLAIN

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

L'URGENCE POUR LES TRAVAILLEURS, C'EST :

- 1 500 F D'AUGMENTATION POUR TOUS
- REQUISITION DES ENTREPRISES QUI FONT DES BENEFICES ET QUI LICENCIENT
- RENDRE PUBLICS LES COMPTES DES GRANDES ENTREPRISES, QU'ON PUISSE LES CONTROLER !
- QUE L'ETAT CESSE LES SUBVENTIONS AU PATRONAT ET UTILISE SON ARGENT A EMBAUCHER DANS LES SERVICES PUBLICS

De Balladur, Chirac, Jospin : entre les trois candidats susceptibles d'être élus le 7 mai prochain, on ne voit pas se profiler ce débat d'idées qu'on nous promettait à l'occasion de l'élection présidentielle. Bien malin qui peut dire aujourd'hui ce qui distingue vraiment les politiques qu'ils proposent ; et pourtant la campagne électorale dure depuis des semaines, les médias ne nous épargnent aucun des gestes des trois candidats, et ceux-ci font évidemment ce qu'ils peuvent pour tenter d'apparaître différents.

En fait on sait bien qu'aucun n'a de politique de rechange à opposer à celle qui a été menée depuis vingt ans et qui a consisté à prendre aux salariés pour permettre au patronat d'augmenter ses profits. Elle a eu pour résultat l'augmentation du chômage, la dégradation des conditions de vie, l'appauvrissement du plus grand nombre et l'enrichissement d'une petite minorité, le chaos économique et la catastrophe sociale. Aucun n'a de politique de rechange et on a pu largement le vérifier, car tous ont exercé des responsabilités dans les gouvernements qui se sont succédé et qui, qu'ils se soient affirmés de droite ou prétendus de gauche, ont tous gouverné au profit des mêmes, au profit de la bourgeoisie, du grand patronat. Il est vrai que la honte n'étouffe pas ces politiciens ; campagne électorale oblige, chacun fait subitement semblant d'être sensible à l'injustice et à la pauvreté, dont ils sont pourtant les premiers responsables en ayant apporté leur appui aux licenciements, à la baisse des salaires, à la diminution ou à la suppression des prestations sociales et des indemnités de chômage, à tout ce processus qui a contribué à fabriquer ceux que l'on a d'abord appelé les "nouveaux pauvres" avant de les appeler aujourd'hui les "exclus".

Voilà pourtant ces politiciens qui se disent aujourd'hui partisans d'augmenter les salaires, et qui déclarent même que ce ne serait pas contradictoire avec l'emploi alors qu'ils ont tous prétendu le contraire depuis quinze ou vingt ans. Ces professionnels du mensonge croient-ils donc que les travailleurs n'ont aucune mémoire ?

Heureusement, en fait les travailleurs ne les croient pas et ils le montrent concrètement depuis maintenant plusieurs semaines en entrant en lutte, en se mettant en grève de plus en plus nombreux pour imposer des augmentations de salaire. Et bien sûr on voit le patronat, les directions d'entreprises publiques et privées tenir bon et ne lâcher que quelques petites augmentations et au compte-gouttes.

Mais après le deuxième tour ce ne sera pas mieux car les discours et les promesses des "présidentiables" ne sont que du vent.

Du vent, les discours de Balladur, qui est encore Premier ministre et aurait tous les moyens d'appliquer ce qu'il préconise, ne serait-ce que prendre un peu plus de femmes dans son gouvernement. Cela ne coûterait pourtant pas cher même si c'est pour peu de temps. Du vent, les discours de Chirac. Du vent aussi les discours de Jospin qui se garde bien de dire clairement à quelle augmentation de salaire il serait favorable car il tient plus à rassurer les bourgeois sur ses intentions qu'à s'engager clairement vis-à-vis des travailleurs dont il sollicite les suffrages.

Alors, les travailleurs ont bien raison de ne rien attendre de ces politiciens, de ne rien croire de leurs promesses et d'exiger dès maintenant leur dû par la grève. C'est la seule voie et il faudra que les travailleurs soient de plus en plus nombreux, de plus en plus déterminés et trouvent le moyen de se battre ensemble pour briser ce front gouvernemental et patronal qu'ils continueront de trouver, face à eux, après l'élection présidentielle tout comme ils l'ont trouvé avant.

Oui, les revendications essentielles des travailleurs, il faudra les imposer par la lutte. Il faut imposer une augmentation générale des salaires d'au moins 1500 F pour tous, qui ne serait qu'un rattrapage du retard pris par les salaires depuis des années. Mais il faut aussi nous donner les moyens de mettre un coup d'arrêt à tout le processus de dégradation sociale en cours depuis maintenant des années.

Il faut savoir où passent l'argent et les profits, et pour cela mettre au grand jour les comptes des grandes entreprises. Il faut réquisitionner, pour commencer, celles qui font des bénéfices et qui continuent de licencier. Il faut rétablir les cotisations patronales à la Sécurité sociale et l'impôt sur les bénéfices des entreprises au niveau où ils étaient il y a plusieurs années, avant qu'on ne commence à les diminuer sous prétexte d'aider l'emploi. Il faut arrêter l'extension du chômage, et d'abord que l'Etat embauche lui-même, directement, dans les secteurs publics comme les hopitaux, l'Education nationale, les transports, où les besoins sont énormes.

Ce programme, celui de l'indispensable plan d'urgence pour les travailleurs, c'est celui que je défends aujourd'hui par ma candidature. Le vote pour celle-ci est un moyen de l'approuver, de dire qu'il fait partie des exigences de toute la classe ouvrière ; c'est un moyen de préparer l'avenir.

Tôt ou tard, c'est tout ce programme qu'il faudra mettre à l'ordre du jour et qui devra en particulier devenir l'objectif des luttes des travailleurs si celles-ci continuent à se développer.

Pour les travailleurs, pour les chômeurs, pour toutes les couches populaires que l'on rejette dans la pauvreté, c'est tout simplement une question de survie.

Dans 7 semaines la Fête de Lutte Ouvrière

Photo publiée dans le numéro 1147 du 8 juin 1990 de Lutte Ouvrière. On y voit derrière le "château gonflable" pour les enfants, le château dont le rez-de-chaussée est utilisé comme librairie de la fête; ce château dont le prétendu "mystère" hante certain commentateurs... Cette affaire ne serait-elle pas un peu gonglée ?

LO

UN RASSEMBLEMENT POPULAIRE

Chaque années, durant le long week-end de la Pentecôte, se déroule la Fête de Lutte Ouvrière. La prochaine sera, espérons-le, placée sous le signe du renouveau de la combativité ouvrière qui commence à se manifester un peu partout dans le pays.

Ce vaste rassemblement, qui réunit habituellement 30 000 participants sur les trois jours, sera, nous l'espérons, encore plus que les autres fois un grand succès.

La Fête de Lutte Ouvrière c'est la fête de la fraternité, une fête où chacun peut discuter avec des camarades d'un grand nombre de villes, entreprises, facultés, lycées ; une fête où l'on peut mieux connaître les militants, les sympathisants et les idées de Lutte Ouvrière et, notons-le également, celles d'organisations de gauche et d'extrême gauche invitées, car la Fête de Lutte Ouvrière est une fête démocratique où tous les débats politiques sont possibles.

Mais notre Fête est aussi la fête tout simplement, une kermesse décontractée au milieu des pelouses et des bois. Ce sont des spectacles où participent des artistes à succès. Ce sont aussi des centaines de stands de jeux, d'artisanat, de spécialités culinaires dont la conception, la réalisation et le fonctionnement sont assurés par les divers groupes de Lutte Ouvrière. On y trouve aussi des librairies, des expositions scientifiques, du cinéma, etc. et des "services" gratuits comme une crèche, une "Place aux jeunes"...

Pour le moment, il faut bloquer sur son agenda les trois jours de la Pentecôte : les samedi 3, dimanche 4 et lundi 5 juin. Retenir le lieu : Presles, dans le Val-d'Oise, non loin de Persan-Beaumont, et retenir également qu'il y aura, comme les autres années, un service d'autocars gratuits depuis la Porte de la Chapelle à Paris jusqu'à la Fête et retour.

Il y aura aussi, à partir de beaucoup de villes de province, des voyages organisés à prix réduit.

Vous pouvez vous procurer dès maintenant les cartes d'entrée auprès des militants et des vendeurs de notre journal.

Souvenez-vous, c'est dans sept semaines !

LA CAMPAGNE D'ARLETTE LAGUILLER

« IL FAUT UN PLAN D'URGENCE POUR LES TRAVAILLEURS ET LES CHÔMEURS »

Pour lutter, prétendent-ils, contre le chômage, les trois principaux candidats n'envisagent tous les trois qu'une diminution du coût du travail, c'est-à-dire encore une réduction des cotisations sociales patronales, accompagnée parfois d'une subvention de l'Etat, qui pourrait atteindre 2 000 F par mois par salarié.

Autrement dit, de nouveaux milliards offerts au patronat, au détriment des couvertures sociales et des contribuables.

Et cela en pure perte, car cette même politique a déjà été menée par tous les gouvernements successifs depuis quinze ans et n'a pas empêché le chômage d'augmenter dans des proportions catastrophiques.

Mais les cinq millions de chômeurs ou de pauvres du pays ne peuvent pas attendre plus. Il leur faut une solution, tout de suite.

Alors il faut cesser tous les cadeaux au patronat, directs ou indirects : subventions, cadeaux fiscaux, dégrèvements, qui ont représenté des centaines de milliards sur les dix ou quinze dernières années.

Avec l'argent économisé, l'Etat peut et doit créer directement des emplois. Dans les services publics utiles à la collectivité qu'on a sacrifiés : l'Education nationale où l'on surcharge les classes, les hôpitaux, où l'on manque d'infirmières, ou que l'on ferme, les transports en commun qui deviennent de moins en moins sûrs faute d'entretien.

Il faut que l'Etat investisse dans la construction de transports urbains – en particulier de banlieue à banlieue dans les grandes villes – dans la construction d'écoles, de logements populaires et d'infrastructures dans les quartiers déshérités.

C'est possible si l'on cesse les cadeaux aux entreprises et si l'on taxe lourdement les profits spéculatifs et les hauts revenus.

Bien souvent, la proximité d'une élection importante met un frein aux conflits sociaux et aux grèves, aux actions des travailleurs.

Cette fois-ci, et depuis plusieurs semaines, les grèves ne se comptent plus.

C'est un avant-premier tour social. Mais ce ne sera pas le dernier.

Grève à la SNCF récemment, et cette semaine à Air-Inter, à La Poste, à la Sécurité sociale, dans le métro, sans parler de Renault où le centre de la grève s'est déplacé de l'usine de Flins à celle de Rueil mais, finalement, dure toujours. Sans parler de bien d'autres entreprises de plus petite taille, où les patrons ont parfois été amenés à céder jusqu'à 500 F mensuels.

Certaines de ces grèves concernent les effectifs ou des problèmes de statut mais, fait nouveau, beaucoup et en particulier dans les entreprises privées, concernent les salaires.

Il faut dire, étant donné le cynisme avec lequel le patronat affiche ses bénéfices, qu'il y a de quoi être choqué et réclamer sa part. A tel point d'ailleurs que les trois principaux candidats à la présidentielle parlent tous les trois d'augmenter les salaires, mais hypocritement, sans préciser de chiffre.

Pourtant les salaires ont pris dix ans de retard sur les profits et c'est 1 500 F pour tous qu'il nous faut.

Contre le chômage qui nous menace tous de la pauvreté et de la marginalisation, il faudrait des mesures radicales. Il faudrait la publication de la comptabilité de toutes les grandes entreprises, qu'on voie ce qu'elles gagnent réellement. Cela permettrait de réquisitionner toutes celles qui ont osé licencier alors qu'elles font des bénéfices.

C'est cela que je vous propose d'approuver par votre vote sur mon nom.

Il faut préparer le troisième tour social, et le premier tour peut unifier nos luttes futures autour d'un même plan, autour des mêmes objectifs.

Si vous êtes, si nous sommes, des millions à approuver ce programme, cela se verra plus qu'aucun autre vote. Cela nous donnera les moyens de contraindre, tous ensemble réunis dans une même lutte, le patronat et l'élu du deuxième tour, quel qu'il soit, à nous donner satisfaction.

Arlette LAGUILLER

Éditorial des bulletins d'entreprises du 10 avril

Arlette s'adressant aux travailleurs du Crédit Lyonnais Rillieux, près de Lyon, le 6 avril

LA PRESSE D'ENTREPRISE ET LES AUTRES ACTIVITÉS DE LUTTE OUVRIÈRE

Pour ceux de nos lecteurs qui n'ont commencé à acheter Lutte Ouvrière *que récemment, ou même dont ce numéro est le premier qu'ils ont entre les mains, nous voudrions dire deux mots, en particulier sur notre presse d'entreprise, pour expliquer ce qu'est l'éditorial reproduit ci-dessus.*

Nous avons en effet une véritable presse d'entreprise, lue chaque quinzaine par peut-être 500 000 lecteurs. C'est en effet le nombre de travailleurs, employés ou ouvriers, que cette presse touche.

Il s'agit de feuilles volantes, ne comprenant qu'un recto et un verso, distribuées gratuitement et très régulièrement, toutes les deux semaines, dans environ 400 entreprises du pays, dont la plupart des très grandes. Ce n'est pas à vrai dire une presse gratuite car elle est intégralement financée par des collectes de soutien, que nous faisons à la porte de ces entreprises, et auxquelles un grand nombre de travailleurs n'hésitent pas à souscrire publiquement, devant leurs camarades de travail ou devant la maîtrise. C'est dire que cette presse est appréciée.

L'éditorial reproduit ci-dessus est commun à tous ces « bulletins » et le verso comporte des commentaires, des petits articles, des « échos » sur la vie de l'entreprise. Ces échos sont rédigés et ces bulletins édités et distribués par les groupes d'entreprise de Lutte Ouvrière.

Indépendamment de leur activité politique, nos camarades militent tous dans des syndicats appartenant à l'une ou l'autre des grandes confédérations, soit CGT, soit CFDT, soit CGT-FO (la plupart à la CGT). Ils sont souvent délégués du personnel ou exercent d'autres responsabilités.

C'est dire qu'ils participent quotidiennement à la défense des intérêts de leurs camarades de travail, soit pour des problèmes collectifs, soit pour des problèmes individuels.

C'est dire aussi qu'ils sont présents dans toutes les luttes sociales qui touchent leur entreprise et y jouent souvent un rôle important.

Lutte Ouvrière, comme son nom l'indique, est un mouvement qui milite essentiellement dans le monde du travail. Mais de nombreux intellectuels n'ont pas hésité à nous rejoindre pour défendre non seulement la cause des exploités, mais aussi pour défendre les intérêts de toute l'humanité, compromis par l'économie capitaliste basée sur l'égoïsme, la concurrence, le chacun pour soi.

Parmi nos autres activités, il y a la tenue de réunions politiques publiques, régulières, dans un certain nombre de villes du pays. Nous les appelons « Cercles Léon-Trotsky » ou « Groupes d'étude ouvrière ».

A Paris par exemple, nous réunissons chaque mois 1 000 à 1 500 personnes à la Mutualité pour traiter de sujets politiques du passé et du présent. L'un des derniers sujets était par exemple consacré au RPR et intitulé : « Les héritiers du gaullisme ».

Nous sommes la seule organisation de gauches et a fortiori d'extrême-gauche, à réunir tous les mois un tel nombre de participants à Paris, sur des sujets de culture politique. Car, pour nous, les travailleurs doivent s'instruire pour s'émanciper. S'instruire, on peut le faire à l'école, au lycée, à l'université quand on a cette chance, mais on peut le faire aussi au sein d'une organisation politique telle Lutte Ouvrière quand on n'a pas pu le faire autrement.

C'est aussi ce que nous faisons lors de nos fêtes, car chacun de nos groupes de province organise chaque année une fête de Lutte Ouvrière à laquelle un large public est invité.

Ces fêtes sont des fêtes populaires, bien sûr, mais aussi des fêtes politiques et des fêtes culturelles. En particulier à la fête de Paris qui a lieu chaque année, durant les trois jours du week-end de la Pentecôte et dont nous parlons par ailleurs, une large place est faite aux activités scientifiques et culturelles. Nous nous faisons gloire d'y voir participer, en tant que conférenciers, de nombreux universitaires qui, tout en ne partageant pas nos idées, tiennent à partager leurs connaissances avec de simples travailleurs. Ils le font d'ailleurs simplement et modestement, car ils sont de véritables intellectuels, au meilleur sens du terme.

Voilà ce que nous tenions à dire à tous ceux que l'actuelle campagne électorale et les succès rencontrés par Arlette Laguiller ont amené à chercher à nous connaître.

Nous espérons vivement d'ailleurs les revoir, au moins dans nos fêtes, sinon dans nos réunions.

LA CAMPAGNE D'ARLETTE LAGUILLER

Le 2 avril dans la région parisienne

LES MEETINGS AVEC ARLETTE

• ROUEN
Jeudi 13 avril à 20 h 30
Salle Sainte-Croix des Pelletiers

• RENNES
Vendredi 14 avril à 20 h 30
au Triangle
Boulevard de Yougoslavie
(ZUP Sud)
et non salle de la Cité
comme précédemment indiqué)

• REIMS
Mardi 18 avril à 20 h 30
Salle de la Croix-Rouge
4, avenue François-Mauriac

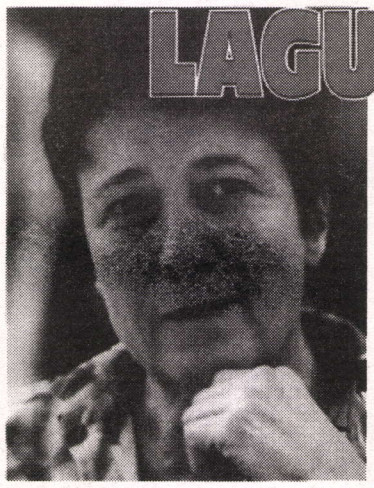
• CHATELLERAULT
Mercredi 19 avril à 20 h 30
Maison pour tous de Châteauneuf
69, rue Creuzé

• BORDEAUX
Vendredi 21 avril à 20 h 30,
Espace Medoquine
Cours du Maréchal-Gallieni à Talence
(Et non salle de la Glacière
comme précédemment indiqué)

• PARIS
Jeudi 20 avril à 20 h 30
au Palais des Sports (Porte de Versailles)

A tous nos lecteurs de la région parisienne

grand rassemblement avec **Arlette LAGUILLER**



Jeudi 20 avril à 20 h 30

PALAIS DES SPORTS de la Porte de Versailles

Métro : Porte de Versailles — entrée libre

RÉUNIONS PUBLIQUES DE SOUTIEN

• COMPIÈGNE (Oise)
Avec Jean-Marc Iskin
et Roland Szpirko
Jeudi 13 avril à 20 h 30
Maison des Syndicats
5, rue Hippolyte-Bottier

• LAON (Aisne)
Avec Roland Szpirko
Samedi 15 avril à 15 h
Maison des Associations
(Laon - Plateau)

• PERPIGNAN (66)
Jeudi 20 avril à 20 h 30
Salle Arago
(Mairie de Perpignan)

PANNEAUX ÉLECTORAUX

Rappelons à tous nos camarades que les panneaux électoraux sont réservés chacun à un candidat précis (le panneau réservé à Arlette Laguiller est le panneau numéro 4) et que les affiches y sont apposées par les services des mairies.

Alors merci de ne coller en aucun cas d'affiches sur ces panneaux électoraux.

AFFICHES, ATTENTION

En temps d'élections, les murs ont la parole, et nombreuses sont les affiches éditées par Lutte Ouvrière, qui y apparaissent.

Merci à tous ceux qui nous aident de les apposer... mais aussi de respecter les interdictions d'afficher et les affichages réservés !

SOUTENEZ LA CAMPAGNE

La souscription de soutien à la campagne d'Arlette Laguiller est ouverte. Merci à tous ceux qui nous enverront leur soutien !
Les chèques sont à libeller à l'ordre de : «Jean-Pierre DEFFEYES, mandataire financier» et à envoyer à :

LUTTE OUVRIERE BP 233 758865 Paris cedex 18

Jean-Pierre Deffeyes a été désigné, le21 décembre1994, mandataire financier d'Arlette Laguiller pour l'élection présidentielle d'avril 1995, conformément à la loi, et est seul habilité à recueillir des fonds pour cette campagne, dans les limites de l'article 52-8 du code électoral reproduit ci-après:

«Les dons consentis par une personne physique dûment identifiée pour le financement de la campagne d'un ou plusieurs candidats lors des mêmes élections ne peuvent excéder 30000F.

Les personnes morales, à l'exception des partis ou groupements politiques, ne peuvent participer au financement de la campagne électorale d'un candidat, ni en lui consentant des dons sous quelque forme que ce soit, ni en lui fournissant des biens, services ou autres avantages directs ou indirects à des prix inférieurs à ceux qui sont habituellement pratiqués.

Tout don de plus de 1 000 F consenti à un candidat en vue de sa campagne doit être versé par chèque.

Le montant global des dons en espèces faits au candidat ne peut excéder 20% du montant des dépenses autorisées lorsque ce montant est égal ou supérieur à 100 000 F en application de l'Article L.52-11.

Aucun candidat ne peut recevoir, directement ou indirectement, pour quelque dépense que ce soit, des contributions ou aides matérielles d'un État étranger ou d'une personne morale de droit étranger.

Par dérogation au premier alinéa de l'article L.52-1, les candidats ou les listes de candidats peuvent recourir à la publicité par voie de presse pour solliciter les dons autorisés par le présent article. La publicité ne peut contenir d'autres mentions que celles propres à permettre le versement du don.»

CAMPAGNE ÉLECTORALE

L'ART D'OCCUPER L'ÉCRAN MÊME QUAND ON N'A RIEN À DIRE

Chirac, Balladur et Jospin ont rencontré "les jeunes". Et la télévision, les radios nous ont tout dit sur ce qu'ils pensaient des jeunes, au point que c'en était bouleversant.

Balladur, qui concède qu'il ne va *"pas en boîte de nuit tous les jours"*, se veut quand même *"le meilleur ami des jeunes"*. Chirac, qui se donne des airs de "battant", a fait son "Bercy" pour la "jeunesse"...avec Line Renaud. Jospin, lui, a eu moins de pot – ou moins de métier : à Pau, justement, il s'est fait agrafer par les jeunes de l'IUT sur sa politique, sur son refus d'abolir les lois Pasqua. Mais il s'est défendu, expliquant que, lui, n'avait pas *"trié"* les étudiants avec lesquels il discutait. Une gaffe reconnue (encore une), qui sonne comme un regret...

Et chacun des "trois grands" candidats – c'est la presse qui les appelle ainsi – de chercher à montrer sa différence. Pour Jospin - qui, après s'être fait prendre à partie par des jeunes à Pau, par des ouvriers à Belfort, préfère se rabattre sur des poignées de mains aux commerçants sur les marchés mais surtout devant les caméras – c'est en dénonçant les *"frères jumeaux de la droite"*...quitte à essayer de faire comme eux. Balladur et Chirac ayant, chacun, tenu à faire le pèlerinage de Chamalières, histoire de se montrer à la télévision avec Giscard, le premier a fait dans le sportif : après le coup de l'auto-stop, on a vu Balladur, à l'arrivée de Paris-Roubaix, révéler à la foule qu'il avait fait du vélo quand il était petit. Re-reportage télé, car c'est connu, les adeptes de la petite reine, ça peut aider à faire élire un président.

Chirac, lui, était à ce moment-là parmi les harkis : mais aucune télévision ou radio n'a eu le mauvais goût de rappeler comment, il y a quelques années, lorsqu'il chassait sur les terres de Le Pen, celui qui parle de *"richesse de la diversité des origines"* faisait dans le racisme alimentaire, parlant des *"odeurs"* de merguez dans les HLM...

Pour ne pas être en reste, Balladur, quelques jours plus tôt, était allé se faire filmer à un méchoui géant, puis dans une fête créole : empesé, certes, mais il aurait le béguin pour la biguine... et les électeurs d'outre-mer, et il sait même manger avec les doigts. Si, si, on l'a vu à la télé. Chirac, lui, fait dans "l'intellectuel", depuis que les soi-disant intellectuels anciennement mitterrandistes l'ont rallié. En un mois, il a réuni la "gauche-caviar" convertie à la "droite-tête de veau", d'abord au théâtre des Bouffes du Nord, puis au Cirque d'Hiver.

Bouffonerie, cirque électoral, ces pantalonnades des "grands" candidats nous sont contées avec le plus grand sérieux : cet art d'amuser la galerie en occupant le terrain est, paraît-il, le summum du "débat démocratique" qu'est censé représenter le choix présidentiel ; histoire de faire oublier que, quel que soit le futur élu, il mènera la même politique – contre la majorité de la population.

Pierre LAFFITTE

DIX FEMMES, QUI DIT MIEUX ?

Balladur vient de promettre de prendre dix femmes dans son prochain gouvernement. Dix. Pourquoi dix ? Et pourquoi demain, s'il est élu, alors qu'il est Premier ministre aujourd'hui et donc premier maître d'œuvre de son gouvernement ? Devinez !

Après avoir flatté la cause des vaches au salon de l'agriculture, devisé avec les jeunes de Roubaix, devisé avec les Antillais à l'association France-Outre-mer, Edouard Balladur a rencontré des femmes.

Mais oui, ça existe. Et il est allé au maximum de son pouvoir de séduction: s'il est élu, il prendra dix femmes dans son gouvernement ! Foi d'animal.

Chirac, lui, qui n'a pas loupé le salon de l'agriculture, qui a rencontré les jeunes à Bercy, qui a gaillardement dansé la biguine avec des femmes antillaises, s'est trouvé un peu en panne pour critiquer Edouard sur les femmes. Il a seulement dit qu'il fallait privilégier les critères de compétence et d'expérience… Il faut dire que, d'après les mauvaises langues, il aurait déjà composé son prochain gouvernement, et ce gouvernement ne comporterait pas dix femmes !

Et puis, en matière de compétence, Chirac est un expert. Tout son passé le prouve.

Quant à Jospin, il ne peut rien dire. La seule fois que le PS a pris une femme comme Premier ministre, c'était Edith Cresson et elle a trouvé plus d'ennemis dans son propre camp que chez l'adversaire.

Voilà donc les femmes averties.

Bien sûr, il s'en trouvera pour voter Balladur, Chirac ou Jospin. Mais quand même, si l'on pouvait mesurer le mépris dans lequel les hommes politiques tiennent les femmes, il serait difficile de désigner le champion.

Heureusement que beaucoup de femmes ont assez de bon sens, de finesse, de qualités humaines et de sens politique pour ne pas applaudir ces pantins hypocrites, et réserver leur choix en fonction de ce qu'elles croient nécessaire et urgent : la lutte contre le chômage, l'exclusion, la désespérance.

Nous leur faisons confiance.

Colette BERNARD

AF

AFP

AFP

De Chirac, faisant le baise-main à Lova Moor, à Balladur franchissant une barrière, en passant par Jospin caressant – avec précaution – une vache du Salon de l'Agriculture, quelques acteurs du cirque électoral.

Cinq énarques sur neuf candidats

AU SERVICE DE QUELLE CLASSE ?

Cinq des neufs candidats à l'Elysée sortent de l'usine... à fabriquer les ministres, à savoir l'ENA, ou Ecole Nationale d'Administration. Cette école a été créée justement au lendemain de la Seconde Guerre pour sélectionner encore plus efficacement les futurs larbins du monde capitaliste. Elle en recrute dans tous les milieux, même parfois ceux d'origine modeste, car ce n'est pas l'origine sociale qui suffit à déterminer ce que quelqu'un fera de sa vie.

Un Le Pen, par exemple – qui ne sort pas de l'ENA mais de la fac de Droit – se sert de ses origines modestes pour essayer de convaincre qu'il est au service du peuple, alors que ses idées sont à l'extrême opposé des intérêts des travailleurs, les divisant entre eux : Français et immigrés, travailleurs du privé et fonctionnaires. Tous sont pourtant victimes de la même exploitation capitaliste, ce dont ne parle jamais Le Pen, qui veut faire croire que la société n'est pas divisée en classes sociales, entre riches et pauvres, mais entre Français et étrangers.

Hier on a pu voir un peintre en bâtiment comme Hitler faire une démagogie populiste, avec du succès auprès d'une partie de la population modeste qui lui a permis de se retrouver à la tête de l'Allemagne pour y mener la politique des industriels et des marchands de canon. Et il y a encore bien d'autres exemples dans l'histoire où des individus des milieux modestes se sont rangés du "bon côté du manche" et se sont mis au service des possédants.

Mais il y en a autant, et même bien plus, qui ont su rester de leur classe et se battre avec elle, choisir le camp des opprimés et croire en leur avenir. La candidate de Lutte Ouvrière, pour sa part, est de ceux-là.

Et bien au-delà même des 5 % que lui donnent aujourd'hui les sondages, beaucoup de travailleurs en sont fiers.

Daniel NECKER

LES GRÈVES ACTUELLES

La façon dont les travailleurs répondent aux grèves appelées par la CGT, la CFDT et la CGT-FO, démontre un mécontentement certain.

Il y a le fait que les salaires sont complètement bloqués depuis un an et demi ou deux ans dans certaines administrations, comme la Sécurité sociale ou bien d'autres, ou presque bloqués pour l'immense majorité des travailleurs qui n'ont vu, ces dernières années, leurs salaires n'augmenter que de 1,5 ou 2,5 % par an.

L'annonce cynique des énormes bénéfices faits par les grandes entreprises n'y a pas été pour rien non plus. Dans tous les journaux financiers, dans *Le Figaro*, dans *Le Monde*, il est quasiment impossible de faire la liste des placards publicitaires payés par les grandes entreprises pour annoncer leurs bénéfices en hausse

Les travailleurs de chacune de ces entreprises finissent par l'apprendre et sont à juste titre choqués, non seulement de voir leurs salaires n'augmenter que de façon misérable, mais souvent de voir, en plus, programmer des vagues de licenciements.

Tout cela contribue au mécontentement. Mécontentement qu'a perçu monsieur Gandois, le nouveau président du CNPF, qui a demandé au patronat dont il est responsable de jeter un peu de lest sur les salaires pour éviter une explosion sociale. Mécontentement qui a été perçu par les principaux candidats à la présidence de la République qui tous donnent aujourd'hui dans le social. Mécontentement perçu aussi par les organisations syndicales, qui ne pouvaient rester sans agir.

Les grèves se sont multipliées dans les toutes dernières semaines, se prolongeant parfois longuement, comme celle qui a touché presque toutes les usines Renault et qui en touche encore certaines.

Toutes les grèves n'ont pas que les salaires pour objectif. Certaines concernent des suppressions d'emplois, comme à Air Inter, aux Postes ou à la Sécurité sociale. Mais le problème des salaires est toujours présent à côté de celui du chômage.

La principale revendication des salaires mise en avant par les syndicats et en particulier par la CGT, est une augmentation de 1 500 F par mois pour tous. C'est une revendication que la CGT avait déjà mise en avant depuis plusieurs années dans certains mouvements et que les grévistes de l'Alsthom Belfort, il y a quelques mois, avaient popularisée.

Mais dans les luttes actuelles, même si la revendication des 1 500 F apparaît sur bien des banderoles, dans beaucoup d'entreprises en grève l'immense majorité des travailleurs ne pense pas que, dans l'état actuel du rapport de force, ils peuvent obtenir satisfaction sur une revendication d'une telle importance. Et cela bien qu'elle soit intégralement justifiée par le retard pris par les salaires depuis qu'un gouvernement socialiste et communiste les a bloqués en 1983, il y a déjà douze ans.

En effet, la crainte du chômage, des sanctions, des licenciements, paralyse encore sensiblement la combativité de la classe ouvrière. Et l'immense majorité des travailleurs qui se mettent en grève le font soit d'une façon limitée dans le temps, par des journées d'action répétées ou pas, soit par des grèves de quelques heures chaque jour et, plus rarement, par des grèves totales.

En face, le patronat, qui essayait jusqu'ici d'opposer un front uni à toutes les revendications de salaires et ne cédait sur rien, a dans bien des cas jeté du lest, comme le recommandait monsieur Gandois. Mais ce lest est de taille variable et on peut dire que plus l'entreprise est grande et fait des profits, moins le patronat cède, même en face d'une grève importante. Car le fait que certaines – rares – entreprises cèdent des sommes importantes presque sans combat ou sans combat du tout, de l'ordre de 500 F mensuels, ne doit pas faire illusion sur la détermination des grands patrons.

Les mouvements actuels traduisent donc la montée d'un mécontentement non négligeable. Beaucoup de travailleurs entrent en lutte sans souci de ce qu'ils vont perdre financièrement pour obtenir au moins une satisfaction partielle. C'est pour eux presque une question de principe. Mais, malgré tout, autant qu'on puisse en juger, ce n'est pas encore une explosion de colère telle qu'elle puisse se généraliser, s'unir, ébranler et emporter le front patronal.

C'est d'ailleurs pourquoi les confédérations syndicales, à des degrés divers, appellent à la grève sans craindre outre mesure les débordements.

Il y a même de nombreux exemples d'appels syndicaux à la généralisation, comme chez Michelin par exemple, où les syndicats ont étendu le mouvement, parti d'une des usines, à tous les sites. Ou ceux de Renault qui ont appelé dès le départ à des journées d'action à l'échelle de tout le groupe, ou encore ceux de la Sécurité sociale qui appellent à la grève les nombreux employés de cet organisme.

Si les mouvements confluaient et devenaient explosifs, si les grèves se rejoignaient, s'appuyaient mutuellement, si cela provoquait une véritable situation de crise sociale, susceptible d'influer sur la situation politique actuelle, on verrait certainement les différentes confédérations syndicales, à commencer par les plus réformistes, battre en retraite.

De fait, les différents syndicats n'ont pas tous la même attitude, selon leur appartenance, selon les entreprises ou selon même la détermination des militants de la base dont certains, plus découragés que les travailleurs, n'ont pas envie d'appeler à la lutte.

On peut même dire que l'agitation sociale actuelle généralisée mais diverse et qui, pour le moment, ne semble pas conduire à un mouvement vraiment généralisé, sert la campagne de Lionel Jospin et de Robert Hue, dont les militants, surtout ceux du Parti Communiste au sein de la CGT, sont partie prenante de cette agitation.

On peut même dire que Chirac s'en sert, bien qu'il n'y soit pour rien.

En fait, les travailleurs perçoivent très bien que le patronat a les moyens de jeter du lest sur les salaires et qu'il est prêt à l'envisager, mais qu'il ne le fera, même modestement, que s'il y est contraint.

Par contre, les travailleurs, démoralisés par la politique des partis de gauche qui ont été les premiers à soutenir qu'il fallait, pour sauver l'emploi, que les entreprises fassent des bénéfices et qu'en conséquence il fallait faire des sacrifices sur les salaires, ne s'estiment pas dans un rapport de force tel qu'ils envisagent d'obtenir ce qu'on leur a volé depuis dix ans. C'est-à-dire la revendication des 1500 F par mois.

Et pour le moment, les militants qui, dans les entreprises, s'efforcent de convaincre leurs camarades que cette revendication est accessible et qu'il faut pour cela coordonner les luttes pour les généraliser, même s'ils ont la sympathie des travailleurs, ne peuvent transformer le caractère de ces luttes.

Cela dit, le patronat aurait tort d'en tirer la conclusion que la classe ouvrière est définitivement démoralisée et n'a confiance ni en elle-même, ni dans ses luttes. La situation actuelle peut aussi s'interpréter comme un réveil et une mobilisation. Des grandes manœuvres en tout cas.

La revendication des 1 500 F pour tous, si elle n'est pas pour le moment un objectif pour lequel les travailleurs sont prêts à mener une lutte jusqu'au bout est quand même en train de faire son chemin.

Elle a été connue par les dernières grèves et popularisée par les grèves actuelles.

Elle sera sûrement le drapeau des prochaines.

En effet, les travailleurs ne se contenteront pas des quelques miettes qui leur sont accordées actuellement.

La campagne électorale n'a pas arrêté les luttes. C'est la preuve que bien peu de travailleurs en attendent un changement de leur sort, contrairement à ce qui s'est produit aux précédentes présidentielles.

Alors celui qui sera élu aura sans doute à compter avec le mécontentement des travailleurs et avec le fait qu'ils ont déterré l'arme de la grève.

Roger GIRARDOT

RENAULT

• CTR RUEIL (Hauts-de-Seine)

1 500 F POUR TOUS, PAS DE MIETTES

Le Centre Technique Renault de Rueil est en lutte pour les 1 500 F depuis le 21 mars et, loin de s'effriter, la grève a été rejointe par des travailleurs, en particulier des bureaux. La direction reconnaît, dans une lettre adressée aux salariés de Rueil, qu'elle est toujours incapable de faire marcher l'entreprise mais elle affirme en même temps sa détermination à ne pas céder sur les salaires.

Au CTR, c'est donc la nécessité de poursuivre la grève et de se joindre aux autres Renault qui a emporté l'adhésion. Si bien que c'est à plus de 1 300 que nous avons participé le 6 avril au rassemblement des Renault organisé par les syndicats devant la direction générale à Boulogne. En particulier, des centaines de travailleurs venus en blouse blanche décorée de trois (faux) billets de 500 F ou d'autres slogans rappelant les 1 500 F ou encore du fameux « *On n'est pas des moineaux, on ne veut pas des miettes !* », ont été remarqués et appréciés.

Pour les travailleurs des usines de production comme Le Mans et Flins, les blouses blanches, c'est l'encadrement qui est sur leur dos toute l'année. Et ça a plu de voir qu'un centre de recherche constitué majoritairement de techniciens et de bureaux (il n'y a que 500 ouvriers sur 3200 salariés) était en grève et aussi mobilisé (le cortège le plus important de la manifestation). La propagande sur la prétendue division entre cols blancs et cols bleus a fait long feu. Les techniciens du CTR ne sont pas les «têtes pensantes à plus de 10 000 F par mois» dont parle mensongèrement la presse. Dans la réalité, la plus grande partie des salaires est plutôt autour de 8 000 F et ne les dépasse qu'avec une bonne dose d'ancienneté. Depuis la grève, l'encadrement a bien de la peine à rester le cul entre deux chaises. Défendre directement l'intransigeance patronale, les cadres ont écrit eux-mêmes qu'ils ne le pouvaient pas car ils risquaient de ne plus avoir aucun crédit après la grève. Certains se sont dits solidaires des grévistes. d'autres essaient de parler d'autre chose, de réunir des services pour discuter de problèmes locaux. Sans succès. La CGC, elle aussi, avance autre chose : une prime d'intéressement qui serait le triple de celle de l'an dernier (10 000 F) puisque les profits ont triplé. Les travailleurs de Rueil n'ont bien sûr rien contre cette prime mais cela ne suffira pas à leur faire oublier la revendication des 1 500 F pour tous. Lorsque l'intersyndicale a semblé elle aussi se raccrocher à cette proposition de la CGC, des travailleurs ont protesté, y compris par tract, et fait pression sur les dirigeants syndicaux pour qu'on ne détourne pas leur lutte de son objectif.

En fait, c'est depuis le début que certains travailleurs surveillent de près le cours donné à la grève. C'est l'intersyndicale et non un comité de grève qui dirige le mouvement à Rueil, mais des travailleurs ont ressenti le besoin de se réunir en assemblée de secteur, de soutenir un de leurs camarades de travail qui se fait leur porte-parole au meeting central de plus de 1 000 travailleurs qui a lieu tous les jours. Et parfois, les syndicats ont été contraints par la base de modifier y compris les questions proposées au vote chaque matin. « *C'est notre grève* » disent certains travailleurs, méfiants vis-à-vis des syndicats. Ce n'est pas négligeable dans une entreprise jusque-là accoutumée à des actions « à la carte », dirigées d'en haut.

Quant à l'ambiance dans l'entreprise, elle a bien changé. Entre travailleurs, les cloisons habituelles sont tombées. On discute, on se montre les feuilles de paie, on organise des visites en cortège à plusieurs centaines.

Aux sanctions dont la direction menace 6 travailleurs dont 3 délégués (licenciement pour blocage prétendu d'un camion), les travailleurs répondent : nous sommes tous menacés par la direction et elle ne s'en sortira pas ainsi.

Chez Renault, c'est donc un mouvement de longue durée qui a lieu. Des travailleurs ont bien choisi de faire 4 heures de grève en ce début de semaine au lieu des 8 heures, pour durer disent-ils. Mais, la direction a dû reconnaître que Rueil ne fonctionne plus, même depuis que les portes ne sont plus bloquées. La lutte est ferme et touche l'ensemble des Renault. Et c'est bien ce qui inquiète la direction et les patrons. C'est sur ce caractère expansif de notre lutte que nous devrons compter à l'avenir si nous voulons importer notre revendication de 1 500 F.

Correspondant LO

• LE MANS – Sarthe

TOUJOURS EN LUTTE POUR LES 1 500 F

A Renault-Le Mans, les débrayages continuent de se succéder. Le point fort de la semaine était la montée à Paris pour retrouver les autres Renault sous les fenêtres de Schweitzer – le PDG de Renault – jeudi 6 avril.

Pour cette journée, les syndicats avaient appelé à quatre heures de grève minimum. Nous sommes partis à près de 600 en cars mais il y a eu bien plus de monde à débrayer évidemment.

Arrivés à Boulogne et accueillis par les travailleurs de Rueil qui formaient une haie d'honneur, nous sommes partis en manifestation à la sous-préfecture. Au retour tout le monde, dans les cars, était regonflé par la manif et le nombre de travailleurs qu'elle avait regroupés.

Nombre d'entre nous d'ailleurs avaient récupéré les blouses blanches des camarades de Rueil, constellées de macarons réclamant les 1 500 francs, et le lendemain matin dans les ateliers, beaucoup portaient cette blouse ; histoire de montrer aux cadres, qui depuis la reprise à Flins ne cessent de parler de l'isolement du Mans, que nous n'étions pas seuls dans la lutte.

Autant dire qu'il y avait de l'ambiance et les débrayages du matin et de l'après-midi du 7 avril regroupaient plus de monde que les derniers.

Lundi 10 avril, la direction d'ailleurs convoquait les syndicats pour discuter des « *problèmes spécifiques à l'usine du Mans* », histoire de rendre à l'usine « *une vie normale* ». La réunion évidemment ne donnait rien puisque la direction ne voulait pas parler de la seule chose qui nous intéresse : l'augmentation de nos salaires. Du coup, un nouveau débrayage pour mardi 11 avril était annoncé. A ce rythme l'usine n'est pas près de retrouver son calme...

Correspondant LO

• Renault LARDY – Essonne

AVEC CEUX DE RUEIL

Au Centre technique de Lardy le mouvement de débrayages quotidiens, commencé depuis plus d'un mois, le 8 mars, continue. Certes ces débrayages sont moins longs qu'ils étaient au plus fort du mouvement, plus souvent de deux ou même une heure que quatre par jour. Certes aussi les assemblées générales sont moins nombreuses, mais elles ont toujours lieu chaque jour.

Le jeudi 6 avril, nous nous sommes rendus à 200 au rassemblement de tous les Renault devant la direction générale à Billancourt. Pourtant de nombreux camarades jugeaient que cette initiative venait bien tard, alors qu'elle aurait dû se produire dès le début, lorsque Flins était en grève et le mouvement en extension vers d'autres centres et d'autres usines.

Cela ne nous a pas empêchés d'être décidés, si décidés même que quelques-uns ont regretté de ne pas monter visiter les bureaux de la direction, visite qu'ils ont d'ailleurs esquissée. La prochaine fois peut-être ?

Mardi 11, c'est encore à une petite centaine que nous nous sommes joints à la manifestation des travailleurs des usines SNECMA de Villaroche et de Corbeil. Une façon de constater et d'affirmer que les travailleurs ont bien les mêmes revendications fondamentales : les salaires, l'emploi, la durée et les conditions de travail.

Sans doute pour faire céder complètement la direction Renault sur nos revendications, il faudra un mouvement d'une tout autre ampleur, tous les travailleurs de Renault en grève totale, et même avec ceux de bien d'autres entreprises ou d'autres catégories. Mais nous avons aussi conscience que, tant que le mouvement à Rueil tient bon comme il le fait, de nouvelles concessions pourront être imposées à notre patron. Et les plus déterminés d'entre nous sont bien décidés à maintenir agitation et débrayages avec ceux de Rueil. La solidarité l'exige, mais l'intérêt de tous aussi.

Correspondant LO

• MICHELIN (Clermont-Ferrand)

GRÈVE POUR LES SALAIRES

Mercredi 12 avril, les travailleurs des usines clermontoises de Michelin étaient appelés à des débrayages pour des augmentations de salaire. Pour les équipes du matin, des centaines de travailleurs ont fait 4 h de grève – ce qui ne s'était pas vu depuis plusieurs années. Ils se sont rassemblés place des Carmes, en bleu, leur tenue de travail.

Depuis une dizaine de jours, ça bouge chez Michelin : des unités de production sont touchées par la grève – à la Roche-sur-Yon, à Cholet et à Clermont-Ferrand où le service O, aux Carmes, qui concerne les enveloppes de poids lourds a débrayé vendredi dernier. Et il était question de voir aussi les usines de Poitiers et de Montceau-les-Mines s'y mettre à leur tour.

C'est que sur les salaires, rien ne va plus. Depuis des années on n'a vu que des augmentations dérisoires. Par exemple 1,2 % au 1er mars, ce qui ne fait que très peu sur des salaires d'ouvriers ou d'employés qui, au bout de 15 ou 20 ans d'ancienneté, touchent à peine 7 000 F.

Il faut ajouter que les conditions de travail se sont aggravées. Surtout avec des effectifs qui fondent d'année en année comme à Clermont où, de 30 000 travailleurs fin 1980 on en est à guère plus de 15 000 actuellement avec le septième plan de licenciements et suppressions d'emplois. La mise en place et l'extension du semi-continu, le système du cinq jours un tiers, oblige les travailleurs à venir à l'usine les samedis et même les dimanches.

Alors le mécontentement finit par être visible. Les grévistes de l'usine de La Roche-sur-Yon, les premiers à être entrés en lutte, ont tenu toute une semaine, mais sont restés isolés. Car les syndicats, à Clermont en tout cas, n'en ont guère parlé malgré une débauche de tracts ces temps-ci. Et c'est quand la grève de l'usine vendéenne s'achevait que l'appel à des débrayages à Clermont s'est fait.

Michelin a de quoi payer de meilleurs salaires. Chacun le sait aujourd'hui clairement. Le bilan de 1994 vient d'être publié officiellement. La Manufacture (l'ensemble des usines Michelin en France) avoue un bénéfice d'apparence modeste : dans les 340 millions de francs. Mais c'est un tour de passe-passe dans la présentation.

Car Michelin, c'est un holding mondial, dont le siège financier est en Suisse, à Bâle, façon évidente de profiter de la fiscalité bancaire suisse très spéciale. Et Michelin mondial reconnaît pour 1994 un bénéfice net de 1,25 milliard de francs, mais qui est en réalité de 4,5 milliards puisque la direction reconnaît que les dettes de l'an dernier (de plus de trois milliards) ont été comblées.

La preuve supplémentaire que Michelin se porte très bien est contenue dans les déclarations faites à ses principaux actionnaires. Le groupe se renforce sur le marché américain où il a acheté Uniroyal-Goodrich; il augmente ses ventes en Europe de 9,5 %; en Asie également son marché est en pleine expansion puisqu'en plus de ses implantations au Japon, en Corée et en Thaïlande, il vient d'annoncer l'ouverture d'une usine en Chine dans les prochains mois.

Pour les très gros possesseurs d'actions Michelin la période est en or : les actions remontent et ils recevront 2 F de plus par action. Pour les travailleurs que l'on met à la porte, c'est un tout autre monde : à Clermont-Ferrand, 286 travailleurs viennent d'apprendre que s'ils ne sont pas « volontaires » pour partir, ils seront licenciés « sec » !

Michelin a largement de quoi payer. Là aussi, «*ça pourrait pêter*» comme on l'entend dire.

Correspondant LO

• SNECMA (Gennevilliers)

UN CRAN DE PLUS

Le mécontentement sur les salaires continue de monter à la SNECMA Gennevilliers. Déjà jeudi 30 mars, un important débrayage sur les salaires avait rassemblé près de 1 000 travailleurs toutes équipes confondues. Mardi 11 avril, nouvelle poussée de colère : environ 1 150 travailleurs ont débrayé (100 la nuit, 800 le matin et 250 le soir) à l'appel de la CGT et de la CFDT. Les revendications font l'unanimité, comme l'exprimait une banderole «*Non au TRILD, Non au chômage partiel, 1 500 F pour tous*». (Le TRILD est leTemps de Travail Réduit Indemnisé de Longue Durée).

Le débrayage s'est transformé pour l'équipe du matin en une manifestation sur Argenteuil. Le pont d'Argenteuil a même été bloqué pendant une heure dans une chaleureuse ambiance. Les slogans étaient repris. La proposition d'un délégué CFDT de préparer une manifestation de tous les centres a été applaudie. Il est vrai que partout dans le groupe SNECMA des débrayages avaient lieu ce même jour et que l'idée qu'il faudrait marcher tous ensemble fait son chemin. Ce qu'exprimait un jeune ouvrier des Fonderies : «*Il faudrait taper un grand coup !*». Et comme pour narguer la direction, le cortège a volontairement décidé de rentrer dans l'usine par la porte la plus éloignée, histoire de prolonger la manifestation.

L'après-midi, même détermination : le débrayage s'est transformé en une grosse délégation qui a investi le bâtiment administratif. Le directeur et le chef du personnel ont été bousculés, leur bureau occupé par des manifestants en colère. «*Vous êtes un incapable !*», s'est entendu dire le directeur. «*Votre déficit, c'est de la connerie !*». Il faut dire que, depuis quelque temps, la direction tente de désamorcer le mécontentement sur les salaires en brandissant l'épouvantail du déficit du groupe (environ deux milliards de francs, selon ses dires). Mais l'arnaque est un peu grosse quand on connaît les caprices de diva du PDG du groupe, qui refuse les augmentations de salaires, mais se fait payer par la SNECMA un appartement de cinq millions de francs ! D'ailleurs beaucoup de travailleurs se disaient que cela vaudrait peut-être le coup d'aller visiter l'appartement en question, rue du Ranelagh. Car c'est bien cela qui choque le plus. «*Les patrons parlent austérité, mais c'est la bouche pleine qu'ils nous le disent !*» lançait un travailleur. Et d'autres de reprendre : «*Qu'ils réduisent leur train de vie, qu'ils montrent l'exemple !*».

Pour ce débrayage du soir, là encore l'idée d'une manifestation commune des centres SNECMA a fait son chemin et, pourquoi pas, d'une jonction avec les salariés de Renault à Matignon.

L'ambiance était donc chaude, ce mardi 11 avril à la SNECMA Gennevilliers. Suffisamment en tout cas pour qu'une petite minorité envisage une grève plus dure. «*Mais cette fois-ci, ça ne sera pas comme en 1988 !*» lançait un travailleur.

La direction générale, quant à elle, commence à perdre son calme. Elle avait fait boucler le siège parisien par des CRS. Elle craignait des manifestations. Ce sera peut-être pour plus tard !

Correspondant LO

• Aéroport de Paris-Orly

C'EST PARTI POUR LES 1 500 F

Mardi 11 avril, les salariés d'ADP ont pris la relève des grévistes d'Air Inter qui avaient occupé les pistes la veille.

A l'assemblée générale du matin, une grande partie des 400 grévistes présents avaient le sentiment que cette fois-ci, après des mois de mouvements sectoriels limités, c'était bien parti pour se battre tous ensemble pour les 1 500 F, un salaire minimum de 7 500 F et l'embauche de tous les travailleurs sous contrat précaire.

Du côté des appareils syndicaux, en revanche, ça traînait un peu des pieds. Malgré la décision prise en assemblée générale la semaine précédente d'appeler à la grève reconductible, certains syndicats s'obstinaient encore à parler de journée d'action et l'un d'entre eux avait même limité son appel à quelques heures de débrayage. Même si aucun responsable n'apparaissait ouvertement contre le mouvement, pour l'instant en tout cas, leur manque d'enthousiasme était manifeste.

Mais il en aurait fallu plus pour démoraliser les grévistes. L'appel fait en assemblée générale montrait que tous les secteurs importants étaient bien représentés. Même les pompiers qui sortaient juste d'une grève sur les salaires où ils avaient fait reculer la direction, étaient partie prenante et tout aussi déterminés que les autres. Et c'est donc à plusieurs centaines que nous nous sommes retrouvés sur les pistes pendant toute la matinée, bloquant un certain nombre de vols malgré les efforts vains des CRS pour nous en empêcher.

A l'issue de ce premier jour le moral était au plus haut. Rendez-vous était pris pour le lendemain matin 9 h pour décider en assemblée générale de la poursuite du mouvement. C'est là que devait se confirmer le fait que cette fois-ci, c'est bien la grève et que nous sommes vraiment partis tous ensemble pour faire céder ADP.

Correspondant LO

LE RAS-LE-BOL DES EMPLOYES DE SECURITÉ SOCIALE ET D'ALLOCATIONS FAMILIALES

Les employés des caisses de Sécurité sociale et d'Allocations familiales étaient en grève mardi 11 avril à l'appel de toutes les fédérations syndicales d'employés et cadres. Cela faisait longtemps qu'un appel à la grève n'avait recueilli l'unanimité syndicale. Le mécontentement profond du personnel y est pour quelque chose.

En une dizaine d'années, les conditions de travail se sont dégradées avec les réductions de personnel : 10 000 emplois de moins en dix ans, des milliers d'autres sont devenus des emplois précaires, la Sécurité sociale employant 12 800 CDD, 7 % de ses effectifs. Parallèlement, le travail à temps partiel qui, à l'origine était compensé, ne l'est plus du tout. La charge de travail de chacun a donc considérablement augmenté.

Pendant la décennie écoulée, toute une série de petits acquis sociaux ont été supprimés dans la plupart des caisses.

Il y a un an, le régime de retraite complémentaire, assez avantageux, était transformé et réduit. Quant aux salaires, ils n'ont pas bougé depuis août 1993. Sous prétexte qu'une nouvelle classification, intervenue en 1993, a rétabli un petit avancement à l'ancienneté, la tutelle a décidé que cela suffisait pour les années à venir… du moins pour les employés et cadres.

Car pour les 1 500 directeurs de caisses, un accord salarial spécifique vient de tomber : un calendrier d'augmentations de 14 % en cinq ans a été établi, dont 2,5 % au 1er janvier 1995.

L'annonce de ces augmentations, réservées au haut du panier (même si les directeurs de Sécurité sociale sont bien loin des salaires de patrons comme Suard) a scandalisé tout le monde.

La relative affluence à la manifestation du 11 avril, près de 2 000 manifestants, traduit la montée d'un ras-le-bol et d'un sentiment d'injustice.

Et comme le ministère vient de faire savoir qu'il n'avait rien à donner pour les salaires «*compte tenu du déficit de la Sécu*», ce ras-le-bol n'est pas près de tomber !

Correspondant de LO

La grève des Postes

À BOBIGNY, C'EST PARTI !

A Bobigny, depuis lundi soir 10 avril, à l'appel des syndicats CGT et SUD, la brigade de nuit du Centre de Tri Automatique (CTA) s'est mise en grève, bloquant les accès, en laissant passer les camions pleins de courrier mais ne les laissant repartir que vides.

La direction a appelé l'huissier qui a relevé les noms des présents, mais cela n'a intimidé personne. Pas plus que les exhortations du directeur du centre. Plus même, quand le directeur en a fait une histoire personnelle, nous reprochant de «*lui faire ça*» alors qu'il part à la fin de la semaine, ça a choqué et mis en colère un certain nombre d'entre nous.

La grève a duré toute la nuit et a continué le mardi, plus ou moins suivie selon les brigades. Le CTA est resté paralysé et la direction a finalement préféré détourner les camions.

La grève a lieu surtout pour obtenir des effectifs de titulaires en plus. Par exemple, rien que sur ce centre, 63 postes de titulaires ont été supprimés depuis deux ans, c'est-à-dire depuis que la direction multiplie l'embauche de contractuels. Mais la grève exprime aussi un ras-le-bol plus large.

La journée de jeudi, jour d'action prévu sur toute la région parisienne, devrait renforcer la grève, car les problèmes d'effectif, de réorganisation sur le dos du personnel, la «rationalisation» – comme ils disent – du travail se fait partout et touche toutes les catégories du personnel de La Poste.

D'ailleurs, on peut penser que l'ambiance à Bobigny est sans doute liée à ce qui s'est passé ou ce qui se passe depuis plusieurs semaines, en Corse, dans le Loiret, dans le Var. Et il serait grand temps que tous les postiers s'y mettent tous ensemble.

Correspondant LO

AIR INTER (Orly)

LA DIRECTION CHERCHE À GAGNER DU TEMPS

Pour la quatrième fois depuis l'annonce d'un plan "social" qui comporte, entre autres, 600 suppressions d'emplois, les salariés d'Air Inter ont fait grève sur la plate-forme d'Orly le 10 avril. Et la grève a été suffisamment bien suivie parmi les 4500 employés concernés pour que la direction d'Air Inter soit forcée de reconnaître qu'elle n'avait pas réussi à assurer plus de la moitié de ses vols normaux, et cela bien qu'elle ait sous-traité 80 de ces vols auprès d'autres compagnies.

Pendant la journée du 10 le bruit a couru qu'Air Inter était sur le point d'abandonner son plan "social". Une dépêche dans ce sens aurait même été envoyée à l'AFP. En fait il ne s'agissait que d'un faux bruit, pas si innocent d'ailleurs disent certains, qui accusent Air Inter d'être à l'origine de cette rumeur pour démobiliser les grévistes.

En fait, loin d'abandonner son plan, la direction n'a fait qu'inviter les syndicats à une série de journées de négociation hebdomadaires où seraient rediscutées les modalités des suppressions d'emplois et peut-être leur nombre. Mais cela à condition que l'augmentation de productivité de 10% prévue par le même plan, c'est-à-dire l'aggravation des conditions de travail pour tous, ne soit pas remise en question.

La manoeuvre est transparente. Il s'agit de donner aux appareils syndicaux le prétexte en or d'une négociation-marathon étalée sur des semaines pour "suspendre" le mouvement, dans l'espoir au moins de passer sans encombre le cap des jours de pointe des congés de Pâques et peut-être même de désarmer le mécontentement des travailleurs. Reste à savoir si ceux-ci se laisseront lanterner si aisément.

CPAM Rouen

La colère s'étend.

Vendredi 31 mars, à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Rouen (CPAM), nous nous sommes retrouvés à plus de 120 personnes en assemblée sur le temps de midi, pour faire le point sur le mouvement des femmes de ménage et sur celui du 6e étage. Et, le jeudi 6 avril, nous étions plus de 170 en assemblée sur le temps de travail.

Par deux fois, nous avons donc eu l'occasion d'exprimer nos rancœurs contre nos conditions de travail. Ce qui s'est révélé comme étant le plus urgent, c'est l'embauche de personnel. Nous réclamons l'embauche immédiate et définitive des 8 CDD qui travaillent depuis longtemps à la CPAM, et une aide immédiate dans les services car la situation de surcharge de travail est devenue intenable.

La direction devait rendre sa réponse en début de semaine. Mardi 11 avril nous étions en grève, l'Accueil était fermé et certains services étaient déserts. Nous nous sommes retrouvés dans la rue avec la CRAM. La Caisse Primaire comptait environ 60 manifestants, dont la délégation des femmes de ménage, très remarquée. Nos panneaux et pancartes disaient: *" 1 500 F pour tous ", " De l'embauche ", " Non au travail précaire ".*

Le moral est bon, les employés sont bien décidés à ne pas en rester là.

Correspondant LO

CRAM Rouen

Les mouvements continuent

L'ambiance continue d'être agitée à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie de Rouen. Dans tous les couloirs, les services fleurissent d'autocollants, d'affiches, de caricatures. Quant à la "productivité", elle est sérieusement en baisse : *" Nous voilà devenus des escargots "*, d'autant que l'ordinateur est quasiment en panne perpétuelle. Les assurés connaissant la situation ne viennent pratiquement plus aux bureaux d'accueil. Le 6 avril, nous étions 275 à occuper le hall puis les couloirs de la direction à grand renfort de sono, slogans et chansons. Les directeurs étaient introuvables, le directeur général malade ! … Finalement le directeur adjoint a reçu une délégation qui lui a dit fermement que les employés n'accepteraient pas des miettes.

Vendredi 7 avril, les ouvriers de l'entretien toujours en grève totale organisaient un barbecue sur le parking de direction autour d'un bûcher symbolique où le directeur était pendu ! Lundi 10, au CE, le directeur annonçait qu'il ne lâcherait rien mais convoquait les syndicats pour le mercredi. L'ensemble des délégués l'avertissaient que le temps du baratin était terminé et qu'ils exigeaient des réponses.

L'intransigeance du directeur a contribué à remonter la colère et la détermination à faire grève et à manifester le 11.

La manifestation de la Sécurité sociale du 11 avril

Le 11, la grève était totale à la CRAM et importante dans toutes les caisses du département. A la CRAM plus de 250 salariés se sont réunis à 9 heures pour partir manifester dans les rues aux cris de : *" Salaire de misère, salariés en colère ", " Simone on veut pas l'aumône, on veut 1 500 F ", " Des embauches "*. Pour beaucoup c'était la première manifestation de leur vie. A 10 heures ils rejoignaient les employés des autres caisses de Seine-Maritime (Elbeuf, Rouen, Le Havre et Dieppe et Evreux). Ce sont alors plus de 600 personnes qui ont défilé pour se rendre à la préfecture et à la direction régionale de la Sécurité sociale, s'arrêtant au passage pour soutenir les pompiers qui faisaient signer une pétition au centre Saint-Sever.

Le ton était particulièrement remonté, les slogans repris par tous ainsi que les chansons. Les réponses officielles du style *"On transmettra "* ont été huées. *" Faudra aller à Paris "* entendait-on. Les employés se sont séparés à 12h30, le moral remonté, en se promettant d'autres rendez-vous.

Comme l'a dit l'un d'entre eux : *" Le temps de la patience est terminé, c'est maintenant celui de la colère "*. A la CRAM un nouveau débrayage est prévu jeudi 13.

Correspondant LO

DANS LE LOIRET

LA DIRECTION RECULE DEVANT LA GRÈVE DES POSTIERS

Vendredi soir, la direction de La Poste du Loiret annonçait qu'elle annulait les suppressions d'emplois annoncées pour 1995, aussi bien à la Recette Principale qu'au centre de tri et à La Poste de Fleury. Même les déclarations du tribunal étaient déclarées nulles et non avenues.

Pendant toute une semaine encore, les postiers en grève avaient tenu bon. Et pourtant ils en avaient entendu des prises de position contre la grève, au tribunal, ou bien dans la presse. Les patrons et représentants des PME sont montés au créneau. Le représentant du Conseil régional demandait l'intervention des pouvoirs publics, et pourquoi pas de la force, pour "libérer" le courrier. Eh bien, nous sommes tous allés au Conseil régional pour signaler à ce monsieur que nous n'avions pas son courrier en otage.

Et puis jeudi matin 6 avril, nous avions trouvé le courrier, plus les recommandés destinés au Conseil général et à l'académie, dans un camion privé d'Europcar laissé là sur un parking et ouvert à tout vent. Les patrons du privé avaient trouvé une bonne aubaine pour se faire de l'argent... Quant à la distribution du courrier, ce n'était pas leur problème ! Ces messieurs du Conseil général faisaient une drôle de tête…

De toute façon, nous étions bien décidés à continuer, et c'est devant notre détermination que la direction a dû céder. Samedi 8 et dimanche 9, les syndicats ont appelé à "suspendre" la grève. Mais au Tri, nous étions nombreux à penser le dimanche soir qu'on pouvait, en continuant la grève, faire céder la direction sur le paiement des jours de grève. Pour l'instant, elle propose 4 jours de grève payés.

Ainsi, nous sommes rentrés au travail bien décidés à diminuer les cadences. Et si les PTT veulent que le retard soit résorbé, il faudra qu'ils payent !

Correspondant LO

RATP – Région Parisienne

30 MARS, 13 AVRIL... ET APRES ?

A la RATP, le dernier mouvement de grève du 30 mars a été un succès. Au métro, de nombreuses lignes ont été fermées complètement toute la journée, sur d'autres ce n'est qu'une minorité, d'environ 20% d'agents, qui a assuré le trafic. Parmi les machinistes, conducteurs de bus, la grève a aussi été très bien suivie.

GAMMA / WILLIAM STEVENS

Lors d'une précédente grève...

A la RATP comme dans les autres entreprises, c'est bien sûr le problème des salaires qui se pose. En 1993, les augmentations de salaire ont été de 0,5%, diminuées de 1,3% de cotisation supplémentaire de CSG. En 1994, l'augmentation des salaires aura été de 2%. Pour le moment la direction ne proposerait que 1,4% pour l'année. Sa seule réaction à la grève du 30 mars a été de proposer d'avancer au 1er mars une première augmentation de 0,7%...

Mais si cette journée a été particulièrement bien suivie, il y avait quand même des discussions sur les suites à donner à un tel mouvement. Beaucoup doutent de la capacité des syndicats à vouloir une vraie bagarre, disant : *"On va perdre une journée, comme d'habitude et puis après il n'y aura rien"*.

Le 13 avril, l'ensemble des syndicats, sauf FO, appelaient à une nouvelle journée de grève et à une manifestation à 11 heures devant la direction de la RATP et en principe jusqu'à Matignon. Cette fois-ci, le trafic devrait être beaucoup moins perturbé, la CGT n'appelant que de 11 h à 15 h, en dehors des heures de pointe donc, pour la manifestation. D'autres syndicats appellent, eux, à deux heures de grève à la prise ou à la fin du service. Le préavis reste le même : " Ouverture d'une vraie négociation salariale pour 1995..., pour des effectifs supplémentaires statutaires..., l'emploi". Par contre, les revendications de chaque syndicat restent bien différentes. La CGT, au réseau ferré, demande 20% d'augmentation, le 13e mois, des embauches, etc. Les Autonomes demandent 5% d'augmentation, et apparemment aussi le 13e mois. La CFDT demande de 2% à 6% d'augmentation des salaires avec un minimum de 400 francs.

Ce qui serait souhaitable – et les mettrait peut-être tous d'accord – ce serait bien sûr un vrai mouvement parti de la base pour une revendication uniforme, 1 500 francs par mois, ou le 13e mois qui est une revendication populaire à la RATP. Les syndicats sentent bien qu'un vrai mécontentement existe, puisqu'il est question d'autres mouvements pour les 19, 20 et 21 avril. Alors cette tactique de mouvements répétitifs va-t-elle user les plus combatifs d'entre nous ou au contraire provoquer un mouvement beaucoup plus important ? En tout cas, pour obtenir une augmentation réelle des salaires et un rattrapage de notre pouvoir d'achat, il faudra dépasser ces formes de " journées d'action".

Correspondant LO

Massey-Ferguson (Beauvais)

UNE SEMAINE DE GRÈVE POUR LES SALAIRES

Dans la dernière semaine de mars, lorsque la direction de l'usine de tracteurs Massey-Ferguson à Beauvais (1450 salariés, dont 250 intérimaires, répartis sur deux unités, Massey d'un côté, et GIMA, filiale commune Massey/Renault récemment créée, de l'autre) a annoncé ses propositions salariales pour 1995 – 1,7% pour tous, plus 0,7% sous forme d'augmentations individuelles – cela a fait l'effet d'une provocation.

En effet, cette entreprise a réalisé en 1994 60 millions de francs de bénéfices : 3 500 F par salarié et par mois. Rapidement, l'idée de débrayages circulait dans les ateliers.

Le lundi 3 avril, 350 ouvriers (sur 700 au total) participaient à une réunion d'information organisée par la CGT et FO. Aux propositions de débrayages de deux heures, les ouvriers répondirent : *"On cesse le travail tout de suite"*. Ce qui fut fait. Les revendications n'étaient pas clairement exprimées. Mais en tout cas, on ne pouvait accepter les 1,7%. Il fallait au moins 350 F.

Dans les jours qui ont suivi, la direction a tenté plusieurs manœuvres. Elle a exigé d'abord la reprise du travail avant toute négociation. Puis elle a fait courir de faux bruits de reprise. Elle a envoyé les cadres discuter avec les grévistes et tenter de leur faire honte : *"Vous avez du boulot, vous êtes là depuis 20 ans, vous n'avez pas à vous plaindre !"*. Et de s'adresser aux jeunes intérimaires : *"Nous, on préfère embaucher plutôt que d'augmenter les salaires de ceux qui ont du travail"*.

Ils oubliaient de préciser que certains dirigeants de Massey se sont octroyé, en 1994, 23% d'augmentation... Et comme leur répondaient les ouvriers : *"Si Massey arrivait à nous payer 5 000 F par mois, ce ne serait pas pour embaucher des jeunes, mais pour faire plus de bénéfices"* !

De leur côté, les grévistes ne sont pas restés inactifs. Chaque jour, après avoir reconduit la grève, c'était les cortèges dans les ateliers, avec de nombreuses discussions avec les non-grévistes qui débrayaient à leur passage, et aussi avec les intérimaires ; distribution de tracts aux automobilistes passant devant l'usine (l'usine France-Glaces-Findus est de l'autre côté de la rue, et aux heures de changement d'équipes, de nombreux salariés de cette entreprise passent devant Massey).

Le vendredi 7 avril, après plusieurs séances de négociations direction – syndicats (la CFDT et la CFTC ont rejoint le mouvement en cours de route), Massey proposait, à travers des augmentations directes, l'intégration de primes au salaire et l'octroi de nouvelles primes, l'équivalent de 300 à 350 F d'augmentation.

Le lundi, 150 salariés se sont retrouvés le matin, puis 190 à midi pour discuter de ces propositions. 90 étaient pour continuer la grève, les autres préférant en rester là, quitte à repartir en débrayages rapidement si la direction fait pression pour récupérer les 300 tracteurs (à 800 000 F pièce) qui ont été perdus dans cette semaine de grève.

ALPA et Iton Seine (Porcheville – Yvelines)

En grève pour les 1 500 F

L'ALPA (Aciéries et Laminoirs de Paris), sur la zone industrielle de Limay-Porcheville près de Mantes-la-Jolie, dans les Yvelines, est en grève pour 1 500 F d'augmentation par mois depuis le vendredi 7 avril.

Usine de 309 salariés qui tourne en feu continu et produit des ronds à béton, l'ALPA fait partie du groupe italien Riva qui a racheté également à Bonnières, à quelques kilomètres de Limay, Iton Seine, où travaillent 200 ouvriers environ.

Le mouvement a démarré à 2 heures du matin, alors que les délégués passaient proposer une action à partir du lundi suivant, afin de garder le bénéfice des primes liées au week-end. Mais l'équipe de nuit a décidé... d'arrêter le travail immédiatement. Au laminoir et à l'aciérie, la grève s'est propagée de prise de poste en prise de poste. Elle est unanime dans trois des quatre équipes, quelques agents de maîtrise sont dans le mouvement et beaucoup d'autres montrent discrètement leur sympathie. Enfin le lundi 10 avril, la moitié des ouvriers d'Iton Seine se sont également mis en grève.

A l'ALPA, les motifs de mécontentement sont nombreux et profonds. Il y a quelque temps, trois ouvriers sont morts à l'usine en l'espace de quelques mois. L'un d'eux, qui travaillait seul n'a été trouvé qu'au changement d'équipe. Suite à cela le directeur a été muté... à Iton Seine et celui d'Iton Seine, réputée également pour être une usine dangereuse, est venu le remplacer à l'ALPA. C'est tout !

Et puis, en septembre dernier, l'explosion d'un four a brûlé six ouvriers dont deux très grièvement. De multiples faits révoltent les ouvriers. Inquiets de ne pas avoir de nouvelles d'un camarade blessé, des travailleurs l'ont trouvé seul, se sentant très mal. Le chef l'avait abandonné parce qu'il avait autre chose à faire. De même pour un travailleur gravement brûlé, on n'appelle pas d'ambulance ; on le met, déshabillé, dans une voiture. A l'hôpital on ne peut que l'envelopper dans une couverture stérile et le réorienter vers un centre de grands brûlés.

Les autres motifs de ressentiment sont nombreux, de l'attitude des ingénieurs à l'égard des employées aux heures supplémentaires jusqu'à 48 heures et plus, en passant par les suppressions de postes puisque l'usine est passée de 450 à 309 salariés en quelques années. Les revendications en témoignent ; outre les 1 500 F et la revalorisation de plusieurs primes, les grévistes réclament une embauche pour tout départ et le respect des salariés. Un piquet tranquille occupe les portes, la maintenance des installations en continu est assurée mais aucun camion ni aucun non-gréviste ne rentre.

MICHELIN-Cholet (Maine et Loire)

Nos week-ends sont tabous ET NOUS ON EST À BOUT !

Chez Michelin à Cholet (1 600 ouvriers), les débrayages de deux heures continuent contre l'extension de la semaine de travail jusqu'au dimanche matin 5 heures. Le prochain débrayage, le cinquième, était prévu pour le mardi 11 avril, jour du CE, comme les assemblées générales en avaient décidé, il y a un mois.

Les travailleurs qui sont déjà en 3x8 veulent pouvoir disposer d'un repos de deux jours consécutifs le week-end. Le patron affirme dans le journal interne que *"le progrès ne doit pas connaître de tabou"*. Mais nous donnons déjà à Michelin le tiers de nos samedis (l'usine ferme à 13 heures le samedi) et les 400 à 600 travailleurs qui débrayent aimeraient bien que les autres restent intouchables.

Les compensations que Michelin offrait, environ égales à 6 heures payées ou récupérées, n'ont pas fait l'objet de grands débats parmi les travailleurs concernés. Preuve que les loisirs, l'évasion, les activités qu'on peut avoir hors les murs n'ont pas de prix.

La direction a suspendu son projet le mois dernier en disant qu'elle ne cherchait pas le conflit, qu'elle avait sous-estimé notre réaction. Nous avons malgré tout décidé de rester l'arme au pied en étant présents lors de chaque Comité d'entreprise.

Les usines de La Roche-sur-Yon et de Poitiers, sont semblables et jumelées. Elles ont le même directeur et comptent chacune 700 travailleurs. A La Roche-sur-Yon, le mouvement de grève a démarré spontanément le mardi 4 avril, à partir d'un débrayage de deux heures comme on peut en voir de temps en temps lors de négociations salariales officielles. Il s'est transformé en grève-lock-out après que les travailleurs avaient décidé de bloquer l'entrée des camions. L'usine n'avait que trois jours de réserve et le patron a fermé les ateliers, ne laissant que la maîtrise et l'entretien. Les grévistes se sont installés à la porte pour obtenir une prime immédiate de 1 000 francs et la revalorisation des salaires en dessous de 8 000 francs.

Le lundi 10 avril, le patron a voulu reprendre les choses en main. Il a convoqué dès le matin la maîtrise et les non-grévistes pour organiser un vote afin de déstabiliser la grève. Les militants des syndicats ont boycotté ce vote mais n'ont pas appelé les grévistes à en faire autant. Le résultat a donné sur 395 votants, 258 pour la reprise et 127 pour la grève. Bon nombre de grévistes prévenus trop tard sont arrivés après la clôture des opérations. Le bureau de vote a été tenu en plein air, avec les seuls membres de la direction : une parodie.

Le piquet a été levé vers 11 heures le lundi soir par les grévistes, estimant ne pas pouvoir tenir à 40 contre 200 chefs et non-grévistes excités par la direction. Les travailleurs de La Roche regrettaient leur isolement.

A Poitiers le mouvement semble continuer. A Cholet les nouvelles de la Roche arrivaient quotidiennement par la presse et ont fait beaucoup discuter. Peut-on espérer que ceux de Cholet qui sont aussi nombreux que Poitiers et La Roche réunis, reprendront le flambeau? D'autant que, selon des informations de la presse économique, le groupe attend un bénéfice net de 1,25 milliard de francs pour 1994 et que d'ores et déjà nous savons que la manufacture française a réalisé 316 millions...

Correspondant LO

RHONE-POULENC RORER-PROPHARM
Saint-Genis Laval (Rhône)

A LA QUATRIEME SEMAINE DE GREVE

L'usine Rhône-Poulenc-Rorer-Propharm de Saint-Genis Laval, près de Lyon, est entrée dans sa quatrième semaine de grève pour obtenir 1 000 F net d'augmentation mensuelle pour tous à compter du 1er janvier 1995, alors que la direction continue à s'en tenir à une augmentation de 250 à 325 F brut au 1er avril 1995.

La mobilisation et la détermination restent toujours aussi fortes, et tous les matins les grévistes se retrouvent entre 135 et 160 à l'assemblée générale. Comme la direction ne donne pas signe de vie pour le moment, tout le monde est bien convaincu que c'est à nous de les donner, ces signes de vie. Aussi nous continuons de plus belle d'aller diffuser des tracts dans d'autres entreprises, et de manifester dans la rue.

Nous sommes ainsi allés voir les hospitaliers de l'Hôpital Lyon-Sud voisin, mais aussi les employés du Centre de Recherche Rhône-Poulenc de Décines, de l'autre côté de Lyon. Nous sommes également allés manifester mardi 4 avril au marché de Saint-Fons, retrouvant de nombreux retraités de l'usine, qui y habitent. Les grévistes de Rhône-Poulenc Belle-Etoile nous ont alors rejoints à une cinquantaine, banderole et drapeau rouge en tête. Il y avait de l'ambiance !

Et puis surtout, avant de repartir, nous sommes tous allés rendre une visite à nos collègues de Rhône-Poulenc Chimie. En manifestation, nous sommes entrés dans l'usine et avons fait le tour des installations en scandant toujours: *"Rhône Poulenc va payer"*, et *"1000F net pour tous"*.

Le lendemain, une nouvelle délégation de 26 d'entre nous est retournée au siège parisien de La Croix de Berny. Mais à l'arrivée en Gare de Lyon à Paris, un car nous attendait pour nous emmener à Maisons-Alfort où, malgré l'opposition de la direction locale, nous sommes entrés pour assister à l'assemblée générale des grévistes de cette usine. L'un d'entre nous y a pris la parole pour appeler à la poursuite du mouvement. Une intervention qui a visiblement redonné du coeur aux présents puisque nous avons appris depuis que, malgré les réticences de la CFDT locale qui poussait à la reprise, les débrayages ont continué les jours suivants.

Après Maisons-Alfort, la délégation est allée au siège de la direction où, comme la semaine précédente, ce fut un joyeux chahut, avec visite des bureaux, discussions vives et publiques avec les dirigeants du groupe, repas pris sur place toujours aux frais de la direction et retour en fanfare.

Enfin, le vendredi 7 avril, nous nous manifestions encore en nous joignant à une manifestation de RVI pour soutenir 21 ouvriers licenciés qui passaient devant le tribunal des prud'hommes de Lyon. Là aussi, les travailleurs de Belle-Etoile étaient présents, eux aussi toujours en grève, et nous sommes allés déposer une motion à la Préfecture de Région.

Après tout cela, dernière nouvelle, deux représentants de la direction de Rhône-Poulenc-Rorer sont venus dans l'après-midi du 10 avril à Saint-Genis Laval pour proposer l'augmentation d'une prime qui passerait... de 30 F à 60 F. On devine l'accueil chaleureux que les grévistes ont réservé à cette proposition mirobolante! Pour leur prochaine venue, il vaudrait mieux que les gens de la direction aient autre chose dans leurs poches.

Correspondant LO

CARNAUD
(Laon – Aisne)

EN GRÈVE

Les travailleurs de l'usine Carnaud de Laon, qui produit des boîtes de conserve destinées à un usage alimentaire et emploie environ 500 personnes, sont en grève depuis le 6 avril pour les 1 500 F et l'embauche des saisonniers et des intérimaires.

La grève à l'usine Panzani, située à quelques kilomètres, et qui avait conduit à des augmentations de salaire au bout de dix jours de grève, avait fait discuter depuis plusieurs jours chez Carnaud. L'occasion de démarrer la grève a été donnée par un pot, organisé par la direction, et destiné à fêter la « certification de qualité » obtenue par l'un des ateliers de l'usine. En définitive, devant ce qui se profilait, la direction a préféré retirer son pot. Ce qui n'a pas empêché une assemblée générale des deux équipes de jour de se tenir, au cours de laquelle la grève a été votée, jeudi 6 avril. Depuis lors, la quasi-totalité des ouvriers sont en grève.

Dès le premier jour, la direction a fait appel à un huissier. Celui-ci a beaucoup couru des ateliers au parking dans le but de constater une éventuelle « *entrave à la liberté du travail* ». Manque de chance pour lui : l'entrée n'était pas bloquée, mais la plupart des travailleurs qui arrivaient rejoignaient la grève. Comme l'usine fonctionne en « flux tendu », c'est-à-dire avec des stocks très faibles, ce qui compte, c'est le nombre de travailleurs en grève. Le peu de production que les chefs arrivent à sortir, parfois dans des conditions de sécurité qui font frémir, n'est faite que pour la forme : en réalité l'usine est pratiquement paralysée.

Dès le lundi, la direction s'est fendue d'une lettre nous rappelant d'un ton peiné tous les « efforts » consentis par elle pour 1995 : « efforts » qui se limitaient en fait à 2,5 % d'augmentation, dont 1,6 % en janvier et 0,9 % en juin, que les travailleurs considèrent comme déjà mangés par les hausses diverses de prix et de cotisations.

Cela alors que le groupe Carnaud a réussi depuis quelques années à faire une véritable boulimie d'achat d'usines et de sociétés d'emballage, en Angleterre, en Extrême-Orient, en Europe de l'Est notamment, tout en dégageant bon an mal an un milliard de francs de bénéfice annuel pour les actionnaires : le beurre et l'argent du beurre, en quelque sorte, et ce, dans la situation dite de crise.

Lundi 10 avril, la grève était revotée avec encore plus de participation. Des travailleurs intérimaires - qui pour beaucoup, comme les travailleurs saisonniers, font grève - avaient reçu un coup de téléphone de l'entreprise Bis, qui les emploie, pour les menacer de les radier, et des effectifs de Carnaud, et de ceux de Bis. Mais cela a surtout eu pour effet de mettre en colère tous les grévistes, et de provoquer une manifestation de 150 personnes aux abords des bureaux de la direction de Carnaud, et devant l'agence Bis ! Et le mardi, la grève continuait...

Correspondant LO

Biscuiterie Belin (Évry – Essonne)

EN GRÈVE POUR 1 500 F POUR TOUS

Depuis le mardi 4 avril, l'usine Belin d'Evry (900 personnes à l'effectif), qui fabrique les « pépito », « crackers » et autres « petits cœurs », est en grève pour 1 500 F d'augmentation pour tous. Danone, le trust qui chapeaute les biscuits Belin, venait de publier ses bénéfices : 3,6 milliards plus 7 milliards de cash flow !

Mardi 4 avril, à 5 heures du matin, un petit groupe de la fabrication a débrayé. L'idée était d'entraîner le reste de l'usine. On attendit l'équipe d'après-midi pour faire une assemblée générale des deux équipes. La revendication des 1 500 F pour tous s'impose. La grève de la journée est décidée. Les jeunes poussent. Au changement d'équipe, le soir, la grève démarre vraiment. L'équipe de nuit décide d'attendre celle du matin, accompagnée par bon nombre de volontaires du jour.

Mercredi, à 9 heures, avec 70 % de l'équipe du matin présente à l'assemblée, les revendications sont votées : 1500 F pour tous et paiement des jours de grève. Dans la foulée, élection d'un comité de grève de 11 personnes, élargi à la nouvelle AG d'après-midi à 13 personnes, composé de syndiqués et non-syndiqués, tous unis dans la grève. Tout est revoté à l'unanimité. Première réunion de comité de grève qui fait le point. La direction veut négocier avec les délégués centraux des autres usines de Belin. Le jeudi, élargissement du comité de grève à 23 personnes à l'AG où il y a encore plus de monde que la veille.

Les négociations commencent à 11 heures, dans un style auquel la direction n'est pas habituée : les 23 du comité de grève sont autour de la table. Ce n'est pas tout. Toutes les fenêtres donnant sur le petit parking et les pelouses du local syndical où se tient la négociation sont ouvertes. Des grappes de grévistes sont massés aux fenêtres pour écouter. C'est que l'habitude est déjà prise : les réunions du comité de grève se tiennent en public, pas de raison qu'il n'en soit pas de même pour les négociations ! Le contrôle des ouvriers, ça décoiffe un peu ces messieurs de la direction qui demandent de fermer les fenêtres… Mais il fait chaud, et il y a foule à celle qui reste ouverte !

Le délégué central (de l'usine de Calais), lui, n'a pas encore bien compris ce qui se passe, prend la parole, la garde, s'éternise. Les 23 perdent patience : « *Ou vous discutez avec les grévistes, ou nous partons* » explose un gars du comité en s'adressant au patron. Le délégué central, on ne l'entendra plus… C'est un fait désormais acquis : seuls ceux qui sont élus par les grévistes sont habilités à s'exprimer sur les revendications devant la direction. Se croyant généreuse (ou habile), la direction lâche tout de suite soit 150 F bruts par mois au 1er avril 1995, soit une augmentation de 2 000 F de la prime de vacances (actuellement à 200 francs), une vieille revendication des ouvriers d'Evry. La proposition reçoit les huées des grévistes et est immédiatement rejetée à l'unanimité.

Vendredi, la grève continue, encore plus forte. Les propositions de la direction sont rejetées à l'unanimité (elle décidera d'appliquer unilatéralement l'augmentation de la prime de vacances à 2 200 F). Unanimité pour la reconduction de la grève. 400 personnes sont là, sur les 560 à l'effectif de la production.

La grève s'organise. Tout le monde la prend en charge. Des grévistes parlent déjà des autres boîtes de la zone industrielle : il faut aller les voir, commencer par leur distribuer un tract. Aussitôt dit, aussitôt fait. Le tract est rédigé, tiré. Des grévistes pensent à leurs copains qui travaillent dans les entreprises proches.

Lundi 10 avril, la grève est reconduite aux assemblées toujours plus nombreuses. Distribution de tracts aux automobilistes de la zone industrielle. Un syndicaliste de Renault-automation France vient nous voir, assiste aux assemblées et à la réunion de comité de grève. En ce moment, les ouvriers débrayent une heure par jour dans son usine. De la même façon, des camarades de Coca Cola sont venus nous voir. 9 grévistes partent distribuer un tract à nos camarades de l'usine Belin de Château-Thierry.

Mardi matin 11 avril, nous sommes près de 120 à remplir les deux cars pour Château-Thierry. Nous nous retrouvons à l'intérieur de l'usine. C'est évident, les conditions de travail sont ici encore plus dures qu'à Evry.

La direction locale, invoquant plusieurs heures d'information sur la sécurité, a fait arrêter une partie des machines, craignant sans doute que les ouvrières ne se mettent spontanément en grève. Du coup, ouvriers et ouvrières d'Evry et de Château-Thierry peuvent discuter tranquillement entre eux : nous nous montrons nos feuilles de paie. Des ouvrières de Château-Thierry ont les larmes aux yeux d'émotion. Meeting improvisé. Le directeur local vient à la rencontre du comité de grève d'Evry :

« – *Nous demandons au comité de grève de se retirer...*

– *Et vous monsieur, qui êtes-vous ? Il y a quelqu'un qui vous a élu ?*

– *J'ai été désigné...*

– *C'est passé de mode, voyons ! Même le président de la République se fait élire...* »

Rires. Il s'en va, revient une heure plus tard avec un prétendu papier signé du comité d'établissement demandant au comité de grève de se retirer de l'usine. Il ose nous parler de respecter la « liberté du travail », dans une usine où 256 personnes ont été licenciées.

Nous sommes restés trois bonnes heures qui se terminent par une heure de débrayage d'une partie des ouvrières qui nous raccompagnent aux cars. On chante « *ce n'est qu'un au-revoir...* ».

De retour à Evry, la direction locale fait savoir qu'elle veut rencontrer le comité de grève. Il fait beau. Toutes les fenêtres du local de négociations sont ouvertes à des grappes de grévistes. Le directeur veut seulement savoir quelles sont les intentions des grévistes pour… la semaine prochaine ; lorsqu'une partie du personnel sera en vacances !

Indignation du comité de grève. Prise de parole immédiate, dehors, devant tous les grévistes : « *C'est une manœuvre. Le patron veut tester notre détermination. Il veut savoir si la grève va continuer la semaine prochaine...* » Réponses en forme d'ovation des grévistes : « *ouiiiii...* ! ». La direction penaude rejoint sa voiture, les grévistes courent après avec la banderole en la huant. La télé filme la scène. La grève continue. Le moral est au beau fixe.

Correspondant LO

LUTTE OUVRIERE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : [& Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

LES BÉNÉFICES NE VONT PAS À L'EMPLOI

Les bénéfices ne vont pas à l'emploi, c'est ce que montre une enquête réalisée par le Crédit National, qui depuis 18 ans ausculte chaque année les cinquante plus grandes entreprises françaises.

En effet, cette année les cinquante entreprises de l'enquête, devenues soixante, font des choix clairs: malgré les bénéfices prévus, elles vont continuer à licencier !

L'activité devrait augmenter de 2,6 % cette année contre 1,6 % l'an dernier, et le ratio « résultat net sur chiffre d'affaires » devrait passer à 3 % contre 0,6 % en 1993. Mais elles n'en prévoient pas moins de baisser les effectifs de 0,9 % ! Elles avaient pourtant déjà baissé les effectifs de 2,5 % en 1994, et de 3,5 % en 1993, alors que la reprise de l'activité a commencé dès 1994.

La leçon à tirer est claire : pour créer des emplois, il n'y rien à attendre du patronat : même quand il engrange des profits, il n'a aucun souci, non seulement d'embaucher, mais même de ne pas créer de chômeurs supplémentaires. Pour stopper ce cycle qui fait qu'à un bout de la chaîne les milliards se multiplient, tandis qu'à l'autre bout ce sont les sans-ressource qui augmentent, il n'y a qu'une solution : l'imposer.

Réquisitionner les entreprises qui font des bénéfices et qui licencient, ce serait préserver l'avenir de centaines de milliers de salariés face à l'intérêt de quelques centaines d'actionnaires. Ce serait défendre les intérêts immédiats des travailleurs ; c'est ce plan d'urgence que les travailleurs doivent se donner les moyens d'imposer !

Nelly MEYER

C'EST LA CROISSANCE... DU NOMBRE DES RMIstes

Une publication et un rapport encore secrets, dont parle *Le Parisien* du 8-9 avril, feraient état d'une nouvelle hausse de 16 % du nombre d'affiliés au titre du revenu minimun d'insertion (RMI) en 1994. Et encore ces chiffres pourraient être sous-estimés et sont vérifiés par les Caisses d'allocations familiales, suite à la mise en route d'un logiciel informatique.

D'après le délégué interministériel adjoint au RMI, «*à quelques milliers près, de toute façon, cela ne change pas fondamentalement la tendance*». Il évalue celle-ci à une augmentation d'au moins 15 % par an. En 5 ans, le nombre de RMIstes a déjà doublé, et il faut s'attendre à ce qu'il double de nouveau dans les cinq ans qui viennent.

Cette augmentation serait en grande partie due à la chasse aux chômeurs. En clair, les nouveaux RMIstes seraient d'anciens chômeurs à qui les Assedic ont refusé l'indemnisation, ceux-ci ayant durci les conditions de cette indemnisation.

Comme quoi, chômeurs, RMIstes, ou même travailleurs précaires, c'est assez vite la même chose : c'est, si on laisse faire, assez vite la chute dans la marginalité. Imposer l'arrêt des licenciements, la réquisition des entreprises qui licencient, surtout si elles font des bénéfices, l'embauche directement par l'Etat de travailleurs de toutes catégories pour construire, développer des services publics en rapport avec les besoins de la population, c'est de plus en plus, pour la classe ouvrière, une question de vie ou de mort.

Daniel NECKER.

HALTE À LA DÉGRADATION SOCIALE !

Les manifestations dites « contre l'exclusion » du samedi 8 avril ont rassemblé des dizaines de milliers de participants dans les 53 villes du pays où elles se sont déroulées simultanément. A Paris les autorités font état de 10 000 personnes alors que les organisateurs disent en avoir réuni 50 000. Une centaine d'organisations ont appelé à ce mouvement, en laissant de côté les partis politiques, mais plusieurs, dont Lutte Ouvrière, y avaient apporté leur soutien.

Ce qu'on appelle aujourd'hui « l'exclusion » n'est qu'un autre nom pour le chômage sans fin, le manque de logements, la misère, avec souvent au bout du rouleau le RMI comme seule ressource, et comme « statut » celui de SDF. Il y a quelques années, au début des gouvernements de gauche, on parlait de « nouveaux pauvres ». Maintenant on n'ose plus dire « nouveau », bien sûr…

Le chômage est bien sûr le premier problème ; c'est souvent de lui que découlent l'expulsion du logement pour cause de loyers impayés, la marginalisation, etc.

Et tant que les entreprises continueront à licencier – et elles continuent encore à le faire aujourd'hui, malgré la prétendue reprise – elles alimenteront cette chaîne.

Alors il serait vital que les travailleurs – tous les travailleurs, avec toute leur force – entrent en lutte contre le patronat, sous peine de devenir eux-mêmes, de plus en plus, des « exclus ». Car ils ont les moyens d'imposer à l'Etat un programme d'embauches directes et de grands travaux sociaux, notamment en matière de logements, d'imposer la réquisition des entreprises qui licencient. Ce serait le seul moyen de mettre un coup d'arrêt au processus de dégradation sociale.

GAMMA/Ray Germain

nos lecteurs écrivent

DES ÉCONOMIES SUR LA SANTÉ DES HANDICAPÉS

Il y a partout des économies sur la santé. Ainsi mon fils, handicapé, travaille à l'hôpital de jour pour épileptiques de Créteil, où il y a 85 « stagiaires » handicapés. C'est un centre de réadaptation créé depuis trente ans, subventionné par la DDASS, où les « stagiaires » devraient après l'âge de quarante ans rentrer dans un CAT (Centre d'aide par le travail) adapté ou dans un autre établissement.

Dans l'hôpital de jour, ils travaillent 39 heures, avec des coupures dans la journée du fait de leur handicap. Ils ont pour salaire 2 100 francs par mois. La CAF verse une allocation pour handicapés qui est un complément de 1 500 à 3 000 francs suivant la situation familiale. Ils ont suivis médicalement, bon an mal an, dans ce centre, et sont ainsi considérés comme « patients ». C'est le seul hôpital de jour du Val-de-Marne. Leur travail n'est pas considéré comme « productif », ils doivent être présents, leurs absences leur étant décomptées comme à tout travailleur. Et, si un travailleur handicapé est absent, le centre ne reçoit pas la subvention de 120 francs par jour et par « patient » !

Mais le 1er juillet 1995, cela va s'aggraver: la DDASS du Val-de-Marne supprimera le pécule de 2 100 francs mensuels. Ils ne seront plus alors que des «patients» sans ressources, à la charge de leur famille. Cela entraînera aussi la suppression de postes d'encadrement à l'hôpital, et la fermeture du centre à plus ou moins long terme. Car sans ressources complémentaires, pourquoi rester dans cet hôpital ? Mais où aller ? Car avec toutes les économies faites sur la santé, ce genre de mesure va certainement se généraliser.

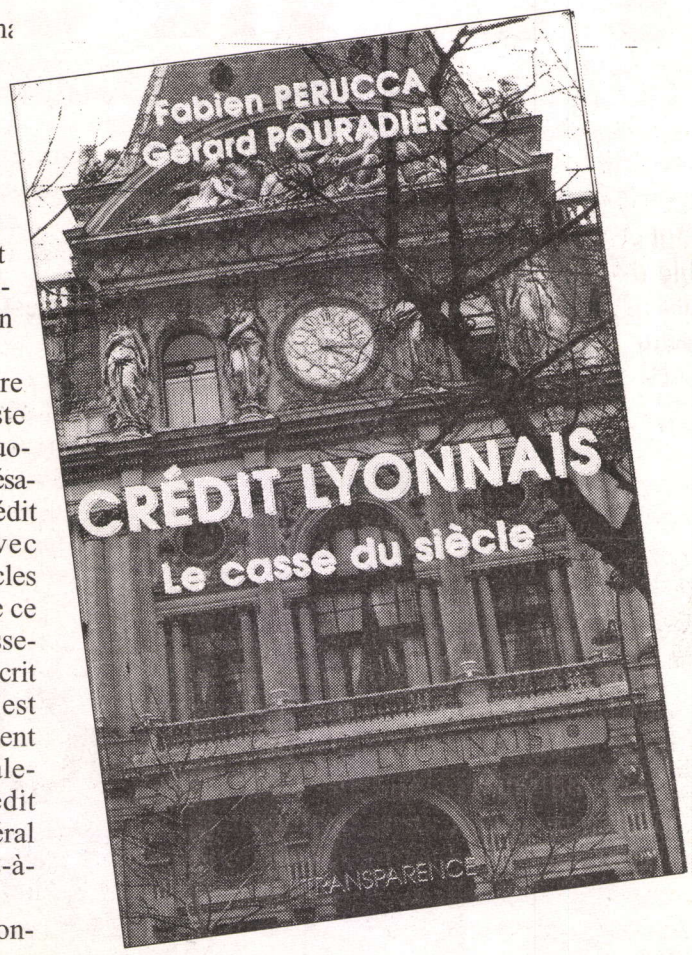
Le personnel du centre, avec les parents des patients, a décidé de réagir et de faire connaître cette situation au public, par la presse, la télévision, et par des délégations au ministère de la Santé. Car, bien que ces travailleurs handicapés ne soient pas considérés comme d'autres travailleurs avec un salaire normal, ce centre est quand même pour les parents une aide sociale, et pour ces travailleurs une aide morale et médicale. Même cela, on veut nous le supprimer, mais nous avons décidé de ne pas les laisser faire.

Un lecteur de Val-de-Marne.

CRÉDIT LYONNAIS *et* CRAZY LYONNAIS

Le casse du siècle
de Fabien Perucca et Gérard Pouradier

Les infortunes d'une banque publique
d'Eric Leser



Crazy Lyonnais («Lyonnais cinglé») est le surnom dont les journalistes anglo-saxons ont affublé le Crédit Lyonnais au fur et à mesure qu'ils ont vu cette banque s'engager dans des affaires de plus en plus ténébreuses et surtout de plus en plus risquées et casse-cou sur le plan financier.

Le livre qui porte ce titre est l'œuvre d'un journaliste qui a suivi dans la presse quotidienne quelques-unes des mésaventures financières du Crédit Lyonnais, notamment avec Bernard Tapie. Mais les articles étaient plus intéressants que ce livre qui adopte un ton faussement romanesque. De plus, écrit il y a quelque temps, il n'est déjà plus à la page, notamment sur l'ampleur atteinte finalement par l'ardoise du Crédit Lyonnais. Enfin, le ton général est plutôt révérencieux vis-à-vis de la haute finance...

On lira d'autant plus volontiers *Le casse du siècle* que ses auteurs font moins de révérences et ne sont pas aussi insensibles au sort des employés du Crédit Lyonnais placés par leur direction en première ligne pour payer la note des errements du conseil d'administration.

Le casse du siècle a été écrit rapidement en fonction de l'actualité, mais il a le mérite de mettre entre les mains du lecteur l'essentiel des épisodes qui ont conduit le Crédit Lyonnais à creuser l'un des plus gros gouffres financiers de l'histoire bancaire.

On y retrouve donc les principales mauvaises affaires du Crédit Lyonnais : le rachat d'une banque véreuse aux Pays-Bas, les relations avec deux escrocs italiens, Parretti et Fiorini, rescapés du scandale du Banco Ambrosiano (une banque liée au Vatican), le coûteux rachat des studios de cinéma de la Métro-Goldwyn-Mayer, la politique d'accompagnement financier des repreneurs des années 80 (très fructueuse avec Bernard Arnaud de LVMH et Pinault-Printemps, fructueuse puis ruineuse avec Tapie).

Avoir pour vocation de prêter de l'argent à tous les capitalistes privés demande évidemment des sommes énormes. Les dépôts des petits déposants (420 milliards de francs par an) s'avérant insuffisants, les dirigeants du Crédit Lyonnais ont multiplié les affaires juteuses en leur nom propre, pour disposer de liquidités abondantes pour leur politique de soutien aux capitalistes privés.

Pour cela, ils ont créé des filiales chargées de se lancer dans des opérations à très hauts risques : SDBO, Altus, Clinvest, IBSA, etc., qui au lieu d'accumuler les succès ont engrangé des échecs, laissant aujourd'hui une ardoise officielle de 100 milliards de francs que l'on va faire payer aux contribuables mais aussi aux employés du Crédit Lyonnais actuellement sous la menace d'un nouveau plan antisocial qui se fixe pour objectif de tailler dans les effectifs pour réduire les dettes.

C'est d'autant plus injuste que les auteurs rappellent qu'entre 1986 et 1993 ce sont encore les représentants du personnel qui ont été les plus lucides, même si les Lévêque ou les Haberer, les deux PDG successifs, les considéraient comme des «petites gens», ne comprenant rien à la «haute finance» et même si, selon les dires de membres du conseil d'administration, rien de sérieux ne se disait en présence des syndicalistes. La transparence n'était vraiment pas de mise. Il se tenait même souvent un conseil d'administration «bis» en dehors de la présence des représentants du personnel.

De même, du côté des contrôles censés s'exercer sur la banque à différents niveaux (direction du Trésor, commission bancaire, commissaires aux comptes) et chargés théoriquement de réduire le nombre des opérations hasardeuses, les responsables paraissent avoir fermé les yeux et réagi quand les difficultés du Crédit Lyonnais étaient de notoriété publique. Mais, quoi de plus normal puisqu'après tout le rôle d'une banque publique est d'aider les capitalistes privés à faire du profit et de réserver les pertes à l'Etat ?

Les auteurs de ces deux livres ne voient évidemment dans ce scandale que celui de la «mauvaise» gestion du Crédit Lyonnais. Mais c'est plutôt celui du capitalisme lui-même dont le mécanisme permet justement à une poignée de possédants de s'enrichir, y compris au détriment de toute la collectivité humaine. A quelques-uns les profits, à la multitude les pertes et les dettes.

C'est d'autant plus choquant que les sommes mises en jeu, en une seule opération, pourraient satisfaire bien des besoins de millions d'hommes et de femmes. Ainsi, en une seule opération, pouvait être mis en jeu l'équivalent de la totalité des allocations versées aux RMIstes en une année ou encore ce qui permettrait de loger immédiatement tous les sans-logis.

Les comptes faits et refaits, les «cinglés» de la direction du Crédit Lyonnais ont ainsi perdu une année de revenu pour un million de smicards, ou l'équivalent d'un million de places de crèches ou encore 100 000 logements HLM. De quoi mériter un million de fois de fois de voir cet établissement placé sous le contrôle des employés et de toute la population !

Jacques FONTENOY

Eric Leser, Crazy Lyonnais, *268 p., éditions Calmann Lévy, 110 F; Fabien Perucca et Gérard Pouradier,* Crédit Lyonnais, le casse du siècle, *205 p., éditions Transparence, 99 F.*

Au sommaire de
LUTTE DE CLASSE n°13
(mars-avril 1995)

• La campagne pour l'élection présidentielle en France : d'un duel sans intérêt à un vrai combat.
• Italie :
– Du gouvernement Berlusconi au gouvernement Dini: la gauche et les syndicats appelés au secours de l'austérité.
• Espagne :
– Le GAL, bras armé de l'Etat, comme toute la police.
• Haïti :
– Six mois après le débarquement américain.
– Armée «nouvelle», mais anciennes menaces.
• Mexique :
– Cette crise qu'on disait impossible.

Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres.

LES BROCHURES DU CERCLE LÉON-TROTSKY

Dernières brochures parues :
– De l'avant-guerre à l'après Seconde Guerre mondiale : la «Libération» et la continuité de l'Etat français.
(N° 63 - Exposé du Cercle Léon-Trotsky du 7 octobre 1994)
– Cuba, 35 ans après la révolution castriste.
(N° 64 - Exposé du Cercle Léon-Trotsky du 18 novembre 1994)
– Rwanda, Burundi, Zaïre : les ravages de cent ans de domination impérialiste
(N° 65 - Exposé du Cercle Léon-Trotsky du 16 décembre 1994)

Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres par brochure demandée.

Turquie

L'ARMÉE D'ANKARA S'INSTALLE AU NORD DE L'IRAK

Entrée avec 35 000 hommes le 20 mars dernier au nord de l'Irak, sous prétexte de détruire les bases du Parti des Travailleurs Kurdes, le PKK, l'armée turque poursuit ses opérations depuis maintenant trois semaines.

Cette invasion se traduit déjà par plusieurs centaines de morts parmi les combattants du PKK mais aussi parmi les villageois soumis à des bombardements intensifs de la part de l'artillerie et l'aviation turques. Face à cette offensive, quelque 15 000 Kurdes irakiens auraient d'ailleurs fui leurs villages proches de la frontière.

Bien qu'elle ait été présentée au départ comme limitée dans l'espace et dans le temps par les représentants du gouvernement turc, cette occupation du nord de l'Irak menace de s'éterniser comme toutes les opérations de ce genre. Ainsi, alors que le ministre des Affaires étrangères d'Ankara, Erdal Inönü entamait une tournée à Bonn, Washington et Paris pour rassurer ses alliés occidentaux, le président turc Demirel évoquait de son côté l'idée que cette occupation pourrait durer un an si nécessaire.

De leur côté, les gouvernements occidentaux qui au lendemain de la guerre du Golfe ont fait mine de défendre le droit des Kurdes en Irak, face à Saddam Hussein, laissent aujourd'hui les mains libres à la Turquie, non sans avoir recours à toute l'hypocrisie du langage diplomatique. La palme dans ce domaine revient au gouvernement français et plus particulièrement à Alain Juppé qui, tout en faisant semblant de réclamer des engagements quant à la date du retrait des troupes turques, s'apprête à livrer des hélicoptères de transport à l'armée d'Ankara !

Car des Etats-Unis à l'Allemagne, en passant par la France ou la Russie, le problème des grandes puissances impérialistes n'est pas de contester au gouvernement turc le droit d'imposer sa loi à la minorité kurde de Turquie et même d'Irak, pas plus qu'elles n'ont contesté ce droit à Eltsine en Tchétchénie. Au contraire même elles sont bien contentes de voir une puissance militaire se charger sur place du maintien de l'ordre, qu'il s'agisse de la Turquie ou même de l'Irak de Saddam Hussein. A condition qu'elle soit efficace et surtout que ses interventions militaires se fassent vite et leur permettent de sauver la face vis-à-vis de l'opinion publique. Que l'armée turque s'enlise en Irak, qu'elle se montre incapable de venir à bout rapidement de la rebellion kurde, même sur son propre sol, c'est bien ce qui gêne le plus aujourd'hui les dirigeants occidentaux, bien plus que le respect du droit des peuples sur lequel ils sont tous prêts à s'asseoir.

R.M.

Iran

ÉMEUTES CONTRE LA VIE CHÈRE

De violents affrontements ont fait au moins neuf morts et des dizaines de blessés le 4 avril à Islamchachr, cité ouvrière dortoir de la banlieue sud-ouest de Téhéran, lorsque des unités anti-émeute des «gardiens de la révolution» ont attaqué une manifestation contre la vie chère. Cette manifestation, formée essentiellement de jeunes, aurait été provoquée par une hausse de tarif des transports en commun faisant suite à un doublement du prix de l'essence.

Depuis quelques années, les manifestations contre les difficultés économiques semblent se multiplier en Iran malgré la répression brutale. En 1992, par exemple, des anciens combattants de la guerre Iran-Irak avaient manifesté dans plusieurs villes, en particulier dans la même banlieue d'Islamchachr, pour protester contre une diminution de leurs maigres allocations. Plus récemment, en août 1994, la presse occidentale avait rapporté des émeutes dans la ville de Qazvin, à 150 kilomètres de la capitale, qui avaient fait six morts.

Depuis un certain temps déjà, le régime iranien multiplie les tentatives d'ouverture vers l'Ouest dans le but de faire redémarrer les fructueuses relations commerciales qui firent la richesse des couches privilégiées du pays. La libéralisation qui a accompagné ces tentatives, au seul profit d'ailleurs de ces couches privilégiées, s'est traduite par une augmentation des importations, en particulier de produits de luxe, au détriment de la balance des paiements du pays, provoquant du même coup une augmentation de sa dette extérieure et le renchérissement du coût de la vie pour la population pauvre à l'intérieur.

La population pauvre d'Iran se trouve ainsi prise en tenaille entre les exigences des instances financières internationales, et en particulier les mesures d'austérité qu'elles exigent en retour d'un ré-échelonnement partiel de la dette du pays, et la cupidité des classes privilégiées, abritées derrière un régime toujours aussi répressif, malgré la libéralisation de façade qu'il a entreprise ces derniers temps, et de surcroît de plus en plus corrompu. Le caractère explosif de la situation sociale en Iran a été longtemps masqué par la guerre et par la chape de plomb de la répression. Peut-être ces manifestations indiquent-elles que cette période est près d'être révolue.

François ROULEAU

Dans une boucherie de Téhéran. Le portrait de Khomeyni au mur ne fait pas oublier les hausses de prix !

Gamma / Nagakura

Haïti

QUAND LES FLICS DE PASQUA FORMENT LA NOUVELLE « POLICE DÉMOCRATIQUE »

Dans le cadre de l'assistance internationale, une quarantaine d'instructeurs américains, canadiens et français forment actuellement la première vague de la nouvelle police haïtienne.

4000 policiers nouvellement recrutés devraient d'ici avril 1996 suivre cette formation portant, selon ses responsables, non seulement sur *«le maintien de l'ordre dans une société politiquement divisée»*, mais également sur les droits de l'homme, la constitution et la psychologie !

Il est vrai qu'à la voir opérer, on se rend bien compte que la police de Pasqua possède un solide savoir-faire dans tous ces domaines... Sans oublier qu'elle dispose d'une grande expérience du terrain ; n'a-t-elle pas déjà assuré la formation des policiers de Duvalier, à l'époque où ce dictateur tristement célèbre tenait le haut du pavé à Haïti? Sans parler de la formation des forces de répression de toutes les dictatures africaines au service de l'impérialisme français.

Sur ce plan d'ailleurs, les instructeurs français ne font qu'imiter leurs homologues américains, qui ont formé tous les cadres de l'ancienne armée passée maître dans la répression et la torture des opposants, les coups d'Etat et les trafics en tout genre.

Lors de sa visite sur l'île à la fin mars, Clinton a eu beau déclarer à l'adresse de ces policiers *«Vous êtes les gardiens de la nouvelle démocratie haïtienne»*, il y a fort à parier que la population, si elle ne s'en doutait pas déjà, n'aura pas beaucoup à attendre pour s'apercevoir que cette nouvelle police n'est guère différente de la précédente dans sa volonté de défendre l'ordre des possédants face à une population parmi les plus déshéritées de la planète. **R.M.**

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995